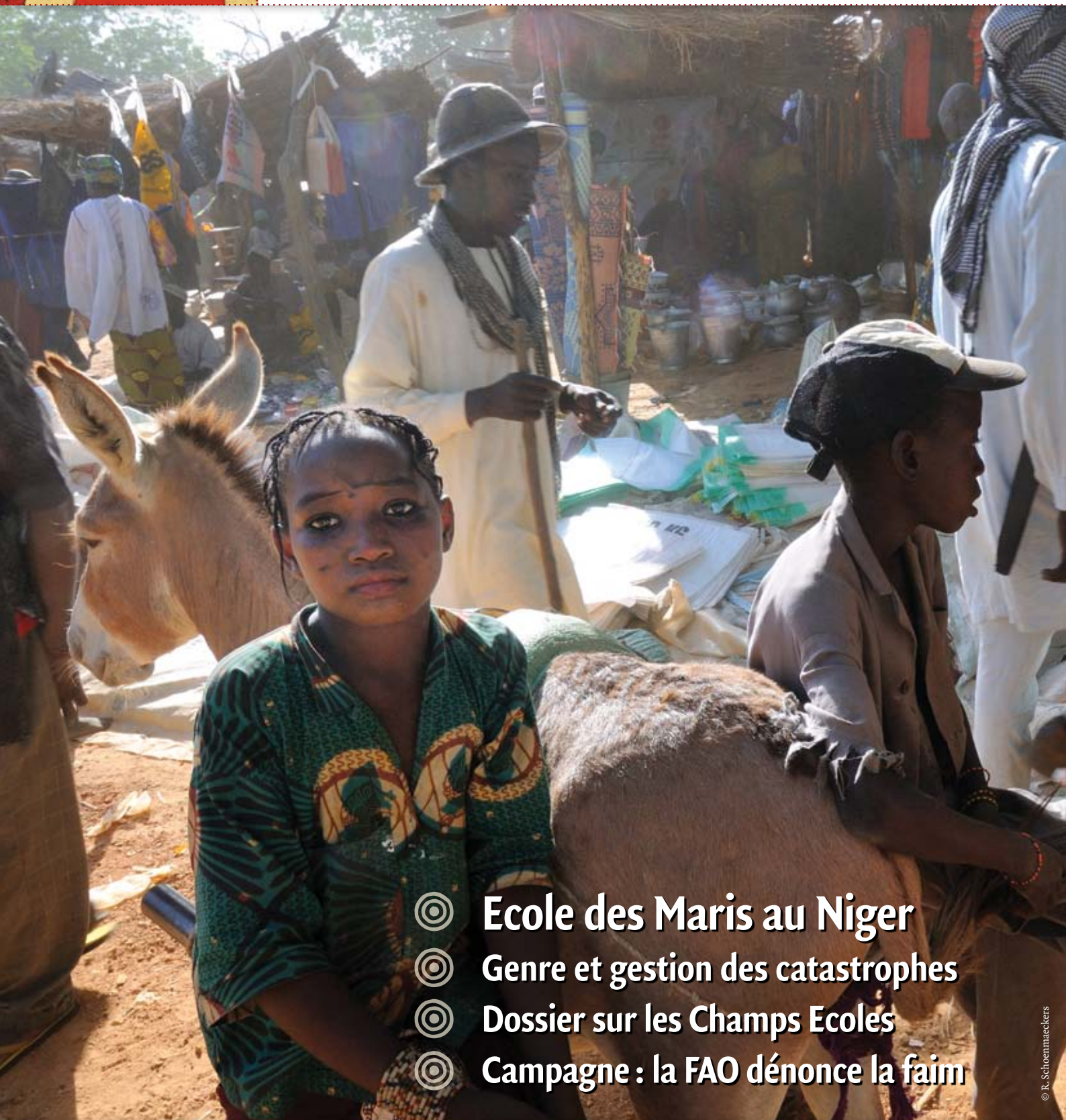




Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES, GENRE ET DÉVELOPPEMENT



- ◎ **Ecole des Maris au Niger**
- ◎ **Genre et gestion des catastrophes**
- ◎ **Dossier sur les Champs Ecoles**
- ◎ **Campagne : la FAO dénonce la faim**

© R. Schoenmaeckers

Editorial

Sommaire

- 3 | L'Ecole des Maris au Niger
- 5 | Recherche-action participative sur les femmes et le foncier au Sénégal
- 6 | Genre et gestion des risques de catastrophes : l'expérience de la FAO
- 8 | Tanzanie – Le changement climatique, un fardeau supplémentaire pour les femmes rurales
- 10 | Kenya – L'effet dévastateur du VIH/SIDA sur les femmes en milieu rural
- 12 | Portraits de femmes – Elise Muhimuzi, créer un réseau de femmes à l'échelon national en RDC
- 14 | RDC – AGF, une association pour l'autonomisation des femmes dans le péri-urbain de Kinshasa
- 16 | Dossier 'Champs Ecoles':
 - 16 | GIPD, un programme de formation en Afrique de l'Ouest
 - 18 | Les Ecoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes
 - 19 | JFFLS – Investir pour l'avenir des enfants orphelins et vulnérables dans le nord de l'Ouganda
 - 20 | S'attaquer à l'insécurité alimentaire, au VIH/SIDA et aux violences basées sur le genre en Afrique de l'Est
- 21 | Cameroun – Quand les femmes contribuent à la gestion durable des ressources naturelles
- 22 | Nations unies : « Les femmes rurales ont besoin de plus de ressources et doivent avoir plus de poids dans la prise de décision »
- 23 | Ressources
- 24 | Campagne : la FAO dénonce la faim



Amies lectrices, amis lecteurs,

Bienvenue dans notre numéro de printemps. Nous sommes très heureux de vous annoncer la naissance de Yero, le fils de notre collègue Maartje et de son compagnon Seydou. Le petit Yero vient donc agrandir le réseau Dimitra. Nous lui souhaitons une très belle et longue vie dans un monde plus juste, débarrassé de la faim et de la pauvreté.

Ce Bulletin Dimitra vous propose des exemples de stratégies et de projets innovants qu'il est important de faire connaître et partager. Par exemple, au Niger, où le ratio de mortalité maternelle est l'un des plus élevés du monde, l'UNFPA a développé une stratégie novatrice pour impliquer les hommes dans la promotion de la santé de la reproduction et favoriser un changement de comportement au niveau communautaire : l'Ecole des Maris. Ce sont donc les hommes qui vont convaincre leurs épouses et les autres hommes de leur communauté de laisser les femmes aller aux centres de santé pour accoucher dans de bonnes conditions.

On présentera une recherche-action participative sur les femmes et le foncier au Sénégal, entreprise par le Groupe de Recherche-Action sur le Foncier au Sénégal (GRAFOSEN). La mise en œuvre de la recherche est le fruit d'une collaboration entre organisations à la base, ONG, universités et ministères. La coordination est assurée par l'ONG Enda Protection Naturelle (Pronat), partenaire de Dimitra dans la région. La gestion des risques de catastrophe est un domaine dans lequel on intègre de plus en plus une approche sensible au genre car on a constaté que les cataclysmes ne touchent pas de la même façon les femmes et les hommes. L'article de ce numéro présente les leçons apprises en la matière par la FAO pour ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture.

Le changement climatique est un autre domaine intégrant de plus en plus le genre. Ses effets sont plus importants sur les femmes que sur les hommes. L'article rédigé par le point focal Dimitra en Tanzanie l'explique en détails.

Au Kenya, l'incidence du VIH/SIDA est majeure en milieu rural où réside plus de 80% de la population. Parmi les personnes contaminées, plus de 60% sont des femmes et des jeunes

filles. Les femmes rurales vivant avec le VIH sont souvent exposées à un risque élevé de violences sexuelles basées sur le genre. Un article de l'Institute of Policy Analysis and Research (IPAR) présente cette problématique.

La série « Portraits de Femmes » est consacrée à Elise Muhimuzi, Secrétaire Permanente du CONAFED, le Comité National Femme et Développement en République démocratique du Congo. Elise explique notamment comment est né et a grandi le CONAFED.

Les Champs Ecoles, sous leurs diverses formes, font l'objet d'un dossier spécial. Les différentes méthodologies employées par la FAO sont passées en revue : des champs écoles paysans traditionnels aux écoles pratiques de vie et d'agriculture pour les jeunes et les vulnérables qui intègrent la lutte contre les violences sexuelles et le VIH/SIDA, et des formations entrepreneuriales.

D'autres articles sont consacrés à la gestion durable des ressources naturelles, notamment au Cameroun. Le partenaire de Dimitra met en évidence des expériences réussies en la matière.

Finalement, vous trouverez, après le chapitre habituel consacré aux ressources, des informations sur la nouvelle campagne de la FAO pour dénoncer la faim. Il s'agit de créer une dynamique globale pour mettre les dirigeants de la planète au défi de réduire l'extrême pauvreté et la faim grâce notamment à une pétition mondiale.

Nous espérons que vous trouverez ce numéro utile et agréable et, comme toujours, vos suggestions et commentaires sont les bienvenus.

Bonne lecture à toutes et à tous !

Marcela Villarreal

Directrice

Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et l'emploi rural (ESWD)

Département du développement économique et social de la FAO

CONTACTEZ-NOUS

Eliane NAIROS, Coordinatrice du projet, ☎ +32 2 5490310

Maartje HOUBRECHTS, Chargée de projet, ☎ +32 2 5496168

Marie TULLY, Assistante de projet, ☎ +32 2 5490285

Yannick DE MOL, Expert Associé (Sénégal), ☎ +221 338891632

☎ +32 2 5490314 – e-mail : dimitra@dimitra.org – www.fao.org/dimitra

FAO Projet Dimitra, 21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Graphisme : Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gand

Imprimeur : Parys Printing, Evergem-Gand



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Avec le soutien financier du Service
Public Fédéral des Affaires Etrangères,
Commerce Extérieur et Coopération au
Développement (DGCD) Belgique et de
la Fondation Roi Baudouin.

Le contenu des articles ne correspond
pas nécessairement aux vues de la FAO.

Editeur responsable : Eliane Najros, FAO Projet Dimitra
21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Niger – L'Ecole des Maris, pour une participation des hommes à la santé de la reproduction

Au Niger, UNFPA¹ a développé une stratégie novatrice pour impliquer les hommes dans la promotion de la santé de la reproduction et favoriser un changement de comportement au niveau communautaire.

Malgré bien des efforts, à chaque minute, une femme meurt dans le monde en donnant la vie. Au Niger, où le ratio de mortalité maternelle est de 648 décès pour 100.000 naissances vivantes, une femme meurt toutes les deux heures. Ce ratio est l'un des plus élevés du monde. Et ce chiffre ne comprend pas le nombre inacceptable de femmes qui demeurent infirmes après l'accouchement. Travailler pour assurer la survie des femmes constitue un impératif en matière de droits humains et une priorité absolue pour le développement international.

La Conférence Internationale sur la Population et le Développement et les Objectifs du Millénaire pour le Développement appellent aussi à une « réduction de 75% de la mortalité maternelle » d'ici 2015, qu'à un « accès universel à la santé reproductive ».

Pour mieux appréhender la problématique et trouver des solutions appropriées, UNFPA a tout d'abord commandité une étude sur les obstacles à la promotion de la santé de la reproduction dans la Région de Zinder. Réalisée en 2007 par le Laboratoire d'Analyses Sociales pour le Développement Local (LASDEL), l'étude a permis de relever plusieurs freins à l'utilisation des services de santé de la reproduction. Les plus importants sont le pouvoir et le comportement des hommes qui déterminent l'accès des femmes aux soins médicaux.

L'initiative de l'Ecole des Maris

Afin d'apporter une réponse à cette situation, UNFPA Niger a développé la stratégie dite de « l'Ecole des Maris » (EdM), qui a pour objectif d'impliquer des hommes dans la promotion de la santé et favoriser un changement de comportement au niveau communautaire.

Cette stratégie est mise en œuvre dans la région de Zinder, à travers le « Programme de Santé de la Reproduction » financé conjointement par l'Union Européenne et UNFPA de 2004 à 2008, puis, depuis 2009, grâce au partenariat avec l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale et le Développement. Onze écoles ont été mises en place à titre expérimental dans deux districts sanitaires à Zinder, dans des zones particulièrement vulnérables qui présentent de faibles indicateurs de santé de la reproduction.

Un espace pour impliquer les hommes

Un atelier initial a permis de mieux définir le concept, la démarche et le fonctionnement des EdM, à travers une approche participative regroupant les ONG nationales, agents de santé, maris volontaires, structures d'appui, etc. Des critères de choix des maris modèles ont été définis et les cinq premiers sont essentiels :

1. Etre marié,
2. Etre un mari dont la/les femmes utilisent les services de santé de la reproduction,

3. Avoir 25 ans au minimum,
4. Etre volontaire,
5. Etre un mari qui accepte que sa femme participe aux structures associatives,
6. Etre disponible pour l'Ecole,
7. Avoir une bonne moralité,
8. Etre une personne qui cultive l'harmonie au sein de sa famille,
9. Etre un mari qui soutient sa famille.

L'EdM est fondée sur un esprit d'adhésion volontaire et d'implication communautaire pour faire des hommes des acteurs responsables de leur développement. Il n'y a pas de « leader », tous les membres sont égaux, et travaillent dans un cadre non-hiérarchisé pour que chacun assume une partie des responsabilités à tour de rôle. L'EdM est un espace de discussion, de prise de décision et d'action.

Les membres se réunissent environ deux fois par mois pour analyser et discuter des cas concrets rencontrés au sein de la communauté, dans le domaine de la santé de la reproduction. Cette interaction est importante car elle permet de comprendre la façon dont les uns et les autres appréhendent les sujets ou les problèmes relatifs à la santé maternelle. Cette dynamique de groupe est aussi un outil de changement de comportement.

Les maris sont censés rechercher les solutions adaptées en se basant sur des connaissances fiables disponibles dans le groupe ou auprès d'une personne ressource spécialisée. Par exemple, sur la base des informations fournies par le personnel de santé de la localité, les maris identifient les sites où les indicateurs de santé sont critiques, comme la faiblesse des consultations prénatales. Ayant identifié ce problème, les maris peuvent définir des stratégies et des actions pour accroître la fréquentation des Centres de Santé Intégrés (CSI) par les femmes enceintes et allaitantes, et améliorer ainsi les indicateurs. Les séances de sensibilisation lors des prêches religieux sont un exemple de stratégie utilisée par les maris.

1 United Nations Population Fund. Le « Fonds des Nations unies pour la Population » est l'agence spécialisée des Nations unies pour les activités en matière de population.



Membres de l'Ecole des Maris de Bandé (Magaria) en session de travail.



Session de travail sur la santé maternelle entre la sage femme et les membres de Dungass (Magaria).

En outre, des EdM ont engendré des effets positifs et de nouvelles initiatives villageoises. Ainsi, les EdM font un lien étroit entre l'assainissement et l'état sanitaire des populations et entreprennent des actions d'hygiène dans les villages.

On note également que les EdM ont obtenu des résultats en matière d'actions communautaires. A titre d'exemple, des latrines ont été construites dans les CSI pour le confort et la pudeur des femmes, ainsi qu'une habitation pour la Sage Femme, une salle d'observation pour les parturientes, et la finalisation d'une salle de consultation prénatale.

L'expérience des EdM se déroule dans une zone frontalière du Nord du Nigéria où l'on observe des attitudes réfractaires aux soins modernes de santé de la reproduction et au genre qui se réclament de la religion. L'engagement d'hommes mariés en faveur de la santé de la reproduction et originaires de cette région est un résultat important en terme de changement de comportement.

Le défi est d'assurer la continuité et la durabilité du renforcement des capacités et que les changements de comportement soient transmis. Il faut permettre aux membres actuels des Ecoles de transmettre à leurs enfants les connaissances, les attitudes, les aptitudes, et les comportements acquis.

Suite à cette expérience positive dans la région de Zinder, la Représentante de l'UNFPA Niger déclare que «l'initiative est si porteuse d'impact que d'autres partenaires au développement ont été séduits». Ainsi, l'UNFPA planifie d'appuyer davantage de partenaires et d'étendre l'initiative en collaboration avec le gouvernement, à d'autres régions pour pouvoir intégrer plus d'hommes dans le combat pour une meilleure santé reproductive des femmes.

✳ Pour toute information complémentaire, contactez :
United Nations Population Fund
Issa Sadou, sadou@unfpa.org
Charlotte Pram Nielsen, cnelsen@unfpa.org
Tel. : +227 2072 2980

Dans les zones d'implantation des EdM, on note une participation de plus en plus active des maris dans la prise en charge des soins de santé de leurs familles et de leur communauté.

Des maris modèles

L'Ecole des Maris influence en premier lieu les comportements dans le couple. Selon une épouse, «beaucoup de changements ont été notés depuis l'installation des écoles. Les hommes ont pris conscience. Les femmes également ont compris qu'il n'y a pas de différence à se faire accoucher par un homme. Ce sont les hommes qui amènent les femmes au CSI».

En outre, les maris et leurs épouses affirment que le dialogue s'est instauré dans le couple : les hommes ont une bonne compréhension de l'importance de la santé des femmes et de leurs enfants. Des maris ont même, pour la première fois, participé à la naissance de leurs enfants au CSI. Ainsi, les maris membres deviennent des guides pour leurs propres familles mais aussi pour ceux qui éprouvent des difficultés à aller dans les CSI.

L'impact sur les indicateurs de santé

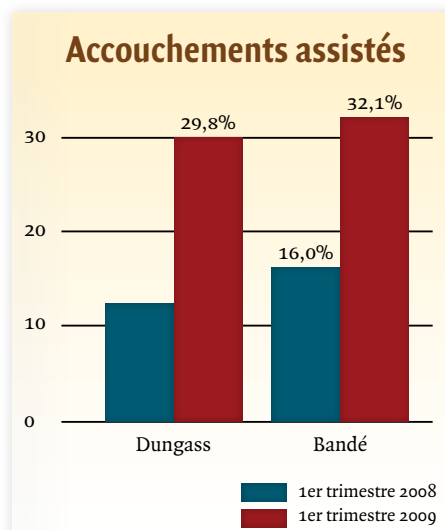
Le changement de comportement est également perceptible chez les villageois, les autorités et les agents de santé. L'élément déterminant est la nouvelle relation créée entre les EdM et les agents de santé, qui influence qualitativement les indicateurs. Les CSI qui enregistrent les meilleurs résultats sont ceux où les agents de santé entretiennent des bonnes relations avec les populations d'une manière générale et avec les EdM en particulier.

Selon le Chef du CSI d'un des villages « les maris ont contribué à l'amélioration des indicateurs de

manière significative. Nous avons constaté que nos comportements sont des obstacles à la fréquentation des Centres. Nous avons décidé de changer de comportement au niveau de l'accueil. Il y a aussi une meilleure organisation des services avec un calendrier (Consultations Pré et Post-Natales, Planification Familiale) qui a été communiqué aux femmes de tous les villages ».

Les chiffres parlent d'eux-mêmes

Les indicateurs en matière de santé de la reproduction enregistrent des progrès, particulièrement en matière d'accouchement assisté par un personnel qualifié, de consultations prénatales et postnatales et de planification familiale. Le graphique ci-dessous illustre l'impact positif sur le taux des accouchements assistés dans deux sites où sont implantées les EdM avec un doublement des chiffres.



Recherche-action participative sur les femmes et le foncier au Sénégal : amélioration de l'accès des femmes à des informations fiables



L'un des résultats de l'Atelier sur l'Accès des femmes à la terre, organisé par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et Dimitra à Mbour en 2008, est la mise en place d'une ambitieuse recherche-action sur l'amélioration et la sécurisation de l'accès des femmes à la terre au Sénégal. Elle est coordonnée par le Groupe de Recherche-action sur le Foncier au Sénégal (GRAFOSEN) et financée par le CRDI. Prochaine étape : partager et valider les résultats des recherches réalisées avec les organisations partenaires et les populations locales, et engager des actions de plaidoyer.

Au Sénégal comme ailleurs, la question foncière est délicate car elle remet en cause l'ordre social et touche aux sensibilités individuelles. Dans les ménages ruraux, les femmes participent pleinement à la production, à l'alimentation de la famille, aux soins et à l'éducation des enfants. Parfois, elles sont même seules à faire face à ces charges familiales. Malgré leur implication dans le tissu économique, les femmes sont les premières touchées par la pauvreté liée aux difficultés d'accéder et de contrôler les ressources comme le foncier qui sont notamment liées aux modes patrilinéaires d'organisation sociale.

L'amélioration de l'accès et du contrôle de la terre par les femmes suppose une intervention d'envergure et la mise des populations au centre des préoccupations afin de leur donner la possibilité d'exprimer leurs souhaits et leurs craintes mais aussi les solutions qu'elles entrevoient.

A cette fin, le projet « Amélioration et sécurisation de l'accès des femmes au foncier au Sénégal » a privilégié une approche de « recherche-action » pluridisciplinaire (sociologie, droit, économie, agronomie, communication, etc.). Cette approche engage les chercheurs et les utilisateurs des résultats de recherche dans un processus commun d'« apprentissage par la pratique ». Elle suit le processus suivant : diagnostic, collecte et analyse de données, feedback et planification.

La recherche-action est mise en œuvre dans trois zones : les Niayes, le Sénégal Oriental et la vallée du Fleuve Sénégal.

La mise en œuvre de la recherche est le fruit d'une collaboration entre organisations à la base, ONG, universités et ministères. Il s'agit notamment de l'ONG Enda Protection Naturelle (Pronat), partenaire de Dimitra dans la région, pour la coordination, du Groupe d'études et de recherches genre et sociétés (GESTES) de l'Université de Saint-Louis, de l'Université de Dakar, d'ONG comme le Réseau Africain pour le Développement Intégré (RADI), du Ministère de l'Agriculture et de la FAO.

Objectifs et activités

La recherche-action poursuit trois objectifs spécifiques :

- dresser un diagnostic exhaustif de la question de l'accès des femmes à la terre en identifiant les contraintes qui s'opposent à l'application des textes législatifs et réglementaires ainsi que leur interaction avec le droit coutumier et religieux ;
- créer les conditions de diffusion et de pérennisation des acquis de la recherche sur le thème à travers un partenariat entre les différentes parties prenantes afin de renforcer le plaidoyer et légitimer les actions à entreprendre ;
- identifier et mettre en place les conditions d'accès des femmes à des informations fiables sur la question foncière et permettre l'expression de leurs points de vue.

De multiples activités visent à la réalisation de ces objectifs. L'étape longue et cruciale de l'établissement d'un état des lieux (diagnostic) par le biais d'enquêtes de base est terminée. Le diagnostic effectué permet de mieux comprendre la problématique et d'identifier les facteurs favorables et défavorables au changement.

Les rencontres d'information et les ateliers méthodologiques organisés en 2009 ont confirmé l'importance de la mise en synergie et de la mobilisation d'acteurs aux profils divers pour une réussite de l'action.

En 2010, le GRAFOSEN partagera les résultats du diagnostic avec les populations concernées

en vue de leur validation et capitalisera les acquis. Des activités dans le domaine de la communication auront lieu, dont l'établissement de partenariats avec les médias locaux afin d'améliorer l'accès à l'information des femmes (et leur participation) sur les questions foncières en milieu rural. Des activités de plaidoyer doivent également être mises en œuvre, notamment afin de mobiliser les décideurs et les autres acteurs autour des enseignements de la recherche-action.

Une base de données sur l'accès au foncier selon le genre sera développée et mise à disposition du public, des outils de plaidoyer efficaces seront produits et une plate-forme de sensibilisation pour une application des politiques foncières sera mise sur pied.

✳ Pour toute information complémentaire, contactez :

ENDA-PRONAT

Fatou Sow

B.P. 3370 – Dakar, Sénégal

Tél : +221 33 8893439 – E-mail : dimitra@enda.sn

Site Internet : www.endapronat.org



Rencontre du GRAFOSEN à Koussanar.

Genre et gestion des risques de catastrophes : leçons apprises par la FAO au Niger, en Afghanistan et en Indonésie

Les catastrophes naturelles, les conflits et les situations d'urgence en général peuvent toucher les femmes et les hommes, jeunes ou âgés, de manières différentes. Les catastrophes ont généralement des conséquences plus graves pour les femmes et les hommes vulnérables et dépendants de l'agriculture, et qui vivent habituellement dans la pauvreté. Ils ne sont souvent pas en mesure d'y faire face. L'approche systématique visant à limiter les conséquences négatives des risques et à réduire les possibilités de catastrophe est appelée « Gestion des risques de catastrophes » (GRC). Cette approche a été conçue pour mieux faire face aux catastrophes naturelles, mais elle peut également être appliquée aux menaces et aux urgences agricoles dues aux conflits, ou encore aux épidémies et aux maladies animales et végétales transfrontalières.

La FAO participe activement aux interventions en matière de gestion des risques de catastrophes car l'alimentation et l'agriculture peuvent améliorer la résilience des communautés aux menaces probables. La FAO a pour objectif de renforcer les moyens de subsistance et d'accroître la résilience des ménages et des communautés dans la phase précédant les catastrophes et ce par des mesures visant à éviter (prévention) ou à limiter (modération) les conséquences négatives des risques, et à fournir en temps utile des prévisions de risques fiables (préparation). La FAO s'occupe surtout de sauver les personnes et les biens lors de la phase de réaction. Les interventions de redressement et de réhabilitation de la FAO après la catastrophe ou la crise se fondent sur le principe consistant à reconstruire en mieux. Reconstruire en mieux revient à se concentrer sur les moyens d'accroître la résilience aux dangers futurs, par le biais d'interventions à long terme facilitant la transition de la phase d'aide à la phase de développement.

Les effets des catastrophes différenciés en fonction du genre

Les femmes sont plus vulnérables que les hommes aux catastrophes naturelles dans la mesure où leur accès aux moyens de production, et notamment à la terre, est plus limité. Par exemple, la discrimination liée au genre en termes d'accès aux droits de propriété officiellement reconnus, ainsi que les systèmes fonciers coutumiers, ont pour effet d'accroître la vulnérabilité des femmes aux effets des catastrophes climatiques telles que la sécheresse.

La FAO a effectué en novembre 2009 une évaluation de référence afin d'examiner les implications qu'ont les interventions de gestion des risques de catastrophe en matière de genre, et d'élaborer des recommandations clés en vue d'inclure de manière plus efficace et plus systématique l'analyse selon le genre et les considérations de genre dans la conception et la mise en œuvre des projets de

la FAO en matière de GRC. Des bonnes pratiques pour les projets de GRC sensibles au genre ont été identifiées sur la base des critères suivants : les projets (1) étaient centrés sur l'application d'outils sensibles au genre ; (2) ont fait appel à un ou plusieurs experts ou consultants pour les questions de genre ; (3) ont promu l'analyse selon le genre et ; (4) comprenaient une formation aux questions de genre et de GRC.

Niger : améliorer les droits de propriété foncière des femmes

Les récents projets menés au Niger, en Afghanistan et en Indonésie fournissent des exemples de bonnes pratiques. En ce qui concerne les interventions d'urgence et de réhabilitation de la FAO au Niger, les femmes représentent 80% du total des bénéficiaires de l'ensemble des projets, et notamment de ceux qui concernent les activités hors saison et la répartition des petits ruminants. L'accès des femmes à la terre et à l'eau a été amélioré par la cession de terres à des groupes de femmes. Les droits fonciers de ces bénéficiaires ont été garantis pour des durées de plus de cinq ans par les commissions foncières décentralisées (COFO), ce qui est important compte tenu du fait que traditionnellement, les femmes ne disposent pas de droits de propriété, ni d'une sécurité foncière.



Afghanistan : développer les aptitudes techniques des femmes

Plus de 25 années de guerre, de récentes sécheresses prolongées ainsi qu'une dégradation environnementale en Afghanistan ont accentué les préoccupations relatives à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté croissantes. Dans une perspective de genre axée sur la réduction et la gestion des risques de catastrophes, les programmes de nutrition de la FAO visent à améliorer les aptitudes techniques des femmes en travaillant en partenariat avec les organisations qui aident les femmes à s'organiser en groupes d'auto-assistance en vue d'obtenir un meilleur accès au crédit, aux marchés, et à développer de petites entreprises.

Indonésie : améliorer les connaissances et la communication avec les agriculteurs

La grippe aviaire hautement pathogène (ou « peste aviaire ») a pris une ampleur épidémique en Indonésie depuis la fin de 2003. La FAO a récemment commencé à promouvoir la compréhension des relations hommes-femmes dans le contexte de l'élevage du bétail, en tant que facteur crucial pour la conception des interventions portant sur la peste aviaire, y compris en ce qui concerne la formation, le matériel de communication et les systèmes de supervision. La FAO a fourni des efforts destinés à améliorer les connaissances des agriculteurs et la communication avec ceux-ci. Ces initiatives doivent être soutenues par une amélioration de la formation du personnel principal des projets aux approches sensibles au genre, y compris aux techniques de pre-test en matière de communication et de travail de proximité.

Leçons apprises

Les leçons apprises ainsi que les principales recommandations ressortant des projets menés au Niger, en Indonésie et en Afghanistan peuvent être résumées en six messages clés :

1. Il est essentiel de promouvoir le contrôle des moyens de production par les femmes dans



© FAO/Lucia Palombi

la phase de transition qui fait suite à une situation d'urgence : à ce stade, le soutien à l'entrepreneuriat des femmes a pour effet d'améliorer, pour les ménages, les normes de sécurité alimentaire.

2. La réduction et la suppression finale des discriminations en matière d'accès des femmes à la terre et à la propriété sont capitales en vue de réduire la vulnérabilité des femmes et des communautés aux catastrophes naturelles.
3. L'analyse selon le genre est la base d'un ciblage efficace des bénéficiaires, car elle améliore la planification, la mise en œuvre, la supervision et l'évaluation, et rend les programmes et les projets plus efficaces et pertinents.
4. L'amélioration des aptitudes techniques des femmes en ce qui concerne la transformation des aliments peut les aider à augmenter le revenu et les ressources alimentaires des ménages : la nutrition permet d'aborder les questions de genre efficacement car cette thématique est culturellement acceptable, même dans des pays où les femmes subissent une ségrégation et où elles sont exclues de la vie publique.
5. Il est capital de soutenir les groupes de femmes dans le cadre des interventions en matière de GRC : les femmes ayant des

faibles revenus et qui ont tout perdu peuvent former des groupes et se transformer en participantes actives au processus d'aide et de redressement.

6. L'analyse selon le genre concernant la peste aviaire est importante afin de s'assurer que les stratégies de réduction des risques prennent en compte le rôle des femmes dans le secteur de la volaille ; la réussite de ces mesures dépendra des changements structurels à long terme dans la dynamique des rapports de genre.

Une intégration accrue de la dimension de genre dans le cadre de la Gestion des risques de catastrophes

La FAO recherche activement des moyens de traiter plus systématiquement les questions de genre afin d'améliorer ses interventions en matière de gestion des risques de catastrophes, les exemples évoqués ci-dessus ne constituant qu'un échantillon réduit des nombreux types d'interventions axées sur

l'alimentation, l'agriculture, les questions de genre et les réponses d'urgence, la réhabilitation et la programmation en matière de développement. La FAO a lancé une nouvelle stratégie d'entreprise destinée à améliorer la préparation aux situations d'urgence et l'efficacité des réponses d'urgence. Une attention accrue à l'analyse selon le genre, et l'identification des besoins et capacités respectifs des femmes et des hommes de manière différenciée, vont jouer un rôle de plus en plus important dans la mise en œuvre de la nouvelle stratégie d'entreprise de la FAO, et les résultats obtenus dans le cadre de celle-ci. La FAO considère, comme la Stratégie internationale des Nations unies pour la prévention des catastrophes (ISDR), qu'une approche sensible au genre de la GRC peut aider les familles et les communautés à obtenir des résultats « gagnant-gagnant ».

* Pour toute information complémentaire, contactez :

Jennifer Nyberg – Fonctionnaire principale chargée des politiques/programmes agricoles
FAO – Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation (TCER)
jennifer.nyberg@fao.org
Lucia Palombi – Experte dans la gestion des risques de catastrophe
FAO – Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation (TCER)
lucia.palombi@fao.org

Distribution de poulets en Haïti.



© FAO/G. Bizantini

Tanzanie – Le changement climatique, un fardeau supplémentaire pour les femmes rurales

L'Afrique doit affronter de nombreux problèmes : la pauvreté, les maladies, la croissance fulgurante de la population, l'insécurité alimentaire, un accès limité et une mauvaise gestion de l'eau. Outre ces défis, les effets du changement climatique pourraient plonger la majorité de la population dans la misère car de nombreux biens sont perdus. De plus, au lieu d'être utilisées sur le long terme pour le développement, les ressources sont affectées à des situations d'urgence.

Les changements climatiques résultant des activités humaines telles que l'utilisation des combustibles fossiles et la déforestation ont contribué à l'augmentation de la quantité de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ceci favorise le réchauffement de la planète, l'élévation du niveau des océans ainsi que des modifications de la quantité et de la répartition des précipitations.

L'insécurité alimentaire

L'Afrique subsaharienne est l'une des régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire. Si des mesures adéquates ne sont pas mises en place, le changement climatique pourrait encore aggraver la situation. Des zones pourraient devenir trop chaudes pour certaines cultures ou certains animaux. Les précipitations pourront être trop faibles, ou trop importantes, pour mener des activités agricoles. Le développement accéléré de maladies, telle

que la fièvre de la Vallée du Rift, à cause des changements climatiques, est susceptible d'affecter gravement la production de bétail, etc. Étant donné les prévisions, qui indiquent que les régions plus sèches devraient s'assécher encore davantage, on peut envisager que l'on ne puisse plus produire d'aliments par l'irrigation à cause des pénuries d'eau. À l'autre extrême, les inondations pourraient bien détruire les infrastructures utilisées pour stocker les denrées alimentaires ou pour les transporter des zones de production aux marchés. Ceci peut dissuader les agriculteurs de produire de la nourriture en plus grande quantité et contribuer à une baisse de la production de nourriture.

En bref, le traitement des effets du changement climatique – ce qu'on appelle « l'adaptation au changement climatique » – exige des mesures qui réduiront au maximum les pertes ou tireront parti des possibilités qui se présentent.

Le cas du district de Bahi

En Tanzanie, les femmes jouent un rôle crucial dans les économies rurales. Dans la plupart des régions du pays, elles participent à la production de récoltes et de bétail ; elles fournissent de la nourriture, de l'eau et du combustible à leurs familles ; et elles entreprennent des activités extérieures à l'exploitation agricole afin de diversifier les revenus de la famille. De plus, elles assurent les soins apportés aux enfants, aux personnes âgées et aux malades.

Une étude effectuée par Flora K. Munyasya, étudiante à l'Institut de planification du développement rural, et portant sur les besoins élémentaires des ménages en termes d'accès dans le village de Bahi-sokoni (district de Bahi, région de Dodoma), met en évidence le poids qui pèse sur les épaules des femmes et des petites filles de cette région. Les femmes ont la plus grande part du fardeau domestique rural



▲ Des femmes prenant de l'eau à la pompe.



Four à briques en terre. ►



◀ Le taux de déforestation dans le district de Bahi est alarmant.

ainsi qu'en matière de production, en contribuant à plus de 70% au temps et aux efforts du ménage.

En ce qui concerne les trajets et le transport, l'étude a montré que :

- 95% du total des déplacements en milieu rural sont effectués à pied et en portant des charges sur la tête, seuls 5% étant effectués par transport motorisé ;
- 80% du total des trajets sont effectués à l'intérieur du village ;
- 80% des déplacements sont destinés au transport de l'eau et du bois de chauffage et au transport vers les moulins ; le reste des trajets concerne d'autres activités, comme aller au marché, dans des fermes, à l'école ou dans les centres de soins de santé ;
- 85% du total des transports sont effectués par les femmes, 15% par les hommes et les enfants ;
- Un ménage moyen composé de 5 personnes consacre 7 heures par jour à des activités liées aux transports.

Les habitants de cette région sont des agriculteurs dont les seules sources de revenu sont les récoltes et l'élevage de bétail. Toutefois, une sécheresse prolongée due aux changements climatiques a amené les hommes à modifier leur activité économique, et à passer à la combustion du charbon de bois et à la fabrication de briques d'argile. L'abattage des arbres a obligé les femmes à parcourir à pied de longues distances à la recherche de bois de chauffage, et à passer ainsi tous les jours de nombreuses heures supplémentaires sur les routes, ce qui a abouti à une réduction de leurs horaires productifs. La déforestation a d'im-

portantes répercussions sur l'environnement, l'économie et la santé des femmes.

La pratique consistant à conserver un excédent de bétail ainsi que l'absence de déstockage entraînent un phénomène de surpâturage, qui a lui-même pour conséquence la destruction de captages d'eau potentiels. Ces éléments, combinés à de longues périodes de temps sec, ont provoqué une pénurie d'eau qui a, elle aussi, obligé les femmes à parcourir de longues distances pour aller chercher de l'eau destinée à l'usage domestique.

Affronter les effets du changement climatique

En raison des effets toujours croissants du changement climatique dans le district de Bahi, la communauté a décidé de passer à l'action. Encouragée en cela par des membres du

Réseau environnemental Dodoma (DONET) dans le district, la communauté a constitué quatre «réseaux environnementaux de quartier». Un «quartier» comprend entre deux et cinq villages.

Les membres de ces réseaux ont identifié les problèmes environnementaux qui prédominent dans leurs quartiers. Ils ont élaboré des plans de travail qui les guident dans la mise en œuvre des tâches visant à résoudre ces problèmes environnementaux. La priorité est accordée à la création et à la gestion de pépinières. L'étape suivante consistera à planter des arbres autour des propriétés rurales, et des forêts dans certaines zones réservées de chaque village. Pour garantir une coordination efficace des réseaux environnementaux de quartier, les membres ont constitué le Réseau environnemental du district de Bahi (BAENET).

Par ces efforts, on espère que les effets néfastes du changement climatique dans le district de Bahi seront progressivement réduits.

DONET est également intéressé par un échange d'expériences avec d'autres organisations et communautés concernant les mesures destinées à contrecarrer les effets du changement climatique.

* Pour toute information complémentaire, contactez :

DONET

P.O. Box 1414

Dodoma – Tanzanie

Tél. : +255 262324750

E-mail : donetdodoma@yahoo.com



▶ Aller chercher de l'eau à une source naturelle peut être dangereux, la qualité de l'eau est incertaine.

Kenya – L'effet dévastateur du VIH/SIDA sur les femmes en milieu rural

Les femmes sont affectées par le VIH/SIDA de manière particulière et dévastatrice. Le VIH/SIDA est plus fréquent chez les femmes que chez les hommes. A l'heure actuelle, environ 40 millions de personnes dans le monde vivent avec le VIH. Au Kenya, l'incidence est majeure en milieu rural où réside plus de 80% de la population. Parmi les personnes contaminées, plus de 60% sont des femmes et des jeunes filles.

Les femmes sont plus vulnérables à l'infection par le VIH. Les différences de taux d'infection entre les hommes et les femmes peuvent être attribuées aux éléments suivants :

1. *Les différences physiques* : la transmission plus facile des hommes aux femmes que des femmes aux hommes. Les différences anatomiques entre les hommes et les femmes impliquent que la transmission des hommes aux femmes est plus facile que l'inverse. La muqueuse vaginale offre une large surface pouvant être exposée au sperme infecté et plus susceptible de présenter de petites déchirures et irritations au cours des rapports sexuels que le pénis.
2. *Les inégalités de genre*. Les inégalités de genre qui prévalent engendrent des comportements plus risqués. Par exemple, dans de nombreuses cultures, les femmes ne sont pas libres de refuser des rapports sexuels

ou d'insister sur l'importance de rapports protégés au moyen de préservatifs. Dans les pays en développement, les femmes ont un accès plus limité à l'emploi et à l'éducation. La prostitution peut constituer l'une des rares options pour les femmes de gagner de l'argent et d'assurer leur subsistance ainsi que celle de leurs enfants. La violence sexuelle contre les femmes est également très élevée dans certaines régions, les exposant ainsi à des comportements à haut risque.

Les défis de l'inégalité de genre auxquels sont confrontées les femmes rurales

Les femmes rurales vivant avec le VIH sont souvent opprimées dans leurs relations avec des partenaires masculins et au sein de la communauté à cause de leur genre, de leur statut VIH et de leur marginalisation économique [et

sociale]. Elles sont par conséquent exposées à un risque élevé de violences sexuelles et basées sur le genre. Souvent, elles sont dans l'incapacité de se protéger de l'infection par le VIH car elles s'exposent à des violences au cas où elles suggéreraient des rapports protégés.

Les partenaires masculins sont réticents à subir un test VIH, même lorsqu'il y a de fortes présomptions d'infection. De nombreuses femmes subissent des abus de leurs partenaires lorsqu'elles se rendent dans des services de santé pour un traitement et des soins relatifs au VIH. Considérer que les hommes et les femmes ont une compréhension suffisante du VIH et du SIDA et savent comment se protéger serait erroné en milieu rural, particulièrement chez les jeunes femmes. Les mythes, les idées fausses, les superstitions, les stéréotypes et la stigmatisation prévalent largement. Moins les gens en savent sur la



Groupement de femmes à Taveta.



maladie, plus ils tendent à être négatifs vis-à-vis des familles contaminées par le VIH et à les stigmatiser.

Dans la majorité des cultures kényanes, les femmes n'héritent pas de terres, ni de propriétés, et jusqu'il y a peu, les banques ne leur prêtaient pas d'argent car elles ne pouvaient pas fournir de nantissement. Leur dépendance économique par rapport aux hommes et leur moindre niveau d'éducation condamnent les femmes à des mariages voués à l'échec et celles qui choisissent de rester célibataires sont souvent étiquetées comme ayant des mœurs dissolues.

Le VIH/SIDA chez les Luo de Nyanza et les Taveta au Kenya

● Les Luo de Nyanza : les hommes sont encouragés à avoir plusieurs partenaires sexuels

Le VIH/SIDA est plus fréquent chez les Luo de Nyanza pour des raisons socioculturelles. Un rapport M. Okeyo sur « L'incidence du VIH/SIDA sur le peuple de Nyanza »¹ dénonce le comportement socioculturel qui encourage les relations sexuelles avec plusieurs partenaires dans certaines régions du Kenya et d'Afrique subsaharienne. Le lévirat est une pratique profondément enracinée dans ces régions ; les hommes ont plusieurs partenaires sexuels, parmi lesquels leurs épouses et d'autres partenaires occasionnels et cela est renforcé par le taux élevé d'échange d'hommes par les veuves. Cette tradition, de pair avec un faible usage du préservatif en milieu rural, a contribué à une propagation explosive du VIH. Le rapport indique en outre que le VIH/SIDA est plus fréquent parmi les femmes (8,7%) que parmi les hommes (4,6%) et l'épidémie fait rage parce que la maladie et la mort continuent à être tenues secrètes.

● Taveta : les femmes ont peur de confronter leurs maris au VIH/SIDA

Au cours d'une étude sur l'hygiène de vie maternelle traditionnelle du groupe ethnique Taveta de la province côtière, des prestataires de soins de santé ont fait certaines découvertes à l'hôpital gouvernemental du district où les pauvres, principalement des femmes, viennent recevoir des soins de santé et un traitement. Ils ont constaté l'existence d'un problème émergeant au sein des Taveta par rapport au VIH/SIDA. Ils ont montré un endroit dans l'établissement où on conserve les médicaments antirétroviraux (ainsi que les pilules contraceptives) destinés à des femmes porteuses du VIH qui déclarent avoir été contaminées par leurs époux. Mais elles n'osent pas aborder ce sujet de peur d'être répudiées et de se voir exclues de la seule source de revenus – la terre familiale, qui est généralement la propriété du mari. Ces femmes choisissent donc de gérer leur infection tout en poursuivant leur relation, s'exposant ainsi à une réinfection. Elles sont obligées de se présenter aux établissements de soins tous les jours pour prendre leur dose quotidienne.

Interventions proposées

Les interventions auxquelles il faudrait procéder doivent aborder les deux formes de vulnérabilités particulières : les différences physiques/la transmission plus facile des hommes aux femmes que des femmes aux hommes, et les inégalités de genre. Spécifiquement, les gouvernements et la société civile ainsi que d'autres parties prenantes doivent agir dans les domaines suivants :

- Investir dans l'éducation des femmes pour prévenir l'infection par le VIH chez les filles et les jeunes femmes – les femmes mieux éduquées prennent mieux soin de leur propre santé.

- Abolir les pratiques néfastes pour la santé des femmes – discriminations fondées sur le genre, viol conjugal et excision.
- Supprimer les obstacles juridiques à la prestation effective des services de santé – améliorer l'accès des femmes aux soins.
- Renforcer la prise de conscience du public de manière à ce que les hommes, les femmes et la communauté soient libres de rechercher de l'aide et afin que cela génère moins de discriminations.
- Implication et soutien accru de la part des hommes – les organismes de santé et autres doivent concerter leurs efforts pour sensibiliser les hommes aux problèmes de santé et aux droits des femmes et pour qu'ils assument la responsabilité des conséquences de leur comportement.
- Aborder les inégalités économiques et sociales portant préjudice aux femmes.
- En milieu rural, s'assurer que les coûts de transport et l'éloignement n'entravent pas l'accès aux services de santé.
- Promouvoir l'accessibilité et la disponibilité de nouvelles options de prévention pour les femmes, y compris les microbicides et les services antirétroviraux en milieu rural.
- Garantir l'accès à la nourriture, au crédit et aux liquidités nécessaires.
- Améliorer l'accès des femmes ayant subi des violences aux recours civils et pénaux.
- Aider les femmes en leur révélant leur statut VIH en toute sécurité.
- Cibler les recherches, le financement et le parrainage d'études concernant le VIH autour des femmes à travers le monde.
- Protection des droits fonciers et successoraux des femmes et des filles.
- Soutien à l'amélioration des soins axés sur les besoins de la communauté, avec une attention particulière aux femmes et aux filles.

✳ Pour toute information complémentaire, contactez :

Jane Kimbwarata

Directrice du Centre de Ressources /

Coordinatrice KNET

Institute of Policy Analysis and Research (IPAR)

Tél. : +254 20 2251179

E-mail : jane@ipar.or.ke / info@ipar.or.ke

¹ Okeyo, Tom Mboya (2001). 'The Impact of HIV/AIDS on the people of Nyanza', in Elderkin, Sarah (ed) (1998). HIV/AIDS and Development in Nyanza Province : Report (Leadership Symposium Report).

Créer un réseau de femmes à l'échelle nationale en RDC, un défi

ELISE MUHIMUZI, SECRÉTAIRE PERMANENTE DU CONAFED, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Depuis les années 1990, Elise Muhimuzi a été largement impliquée dans le Comité Femme et Développement (CONAFED), l'un des principaux réseaux de femmes au Congo. Un défi impressionnant dans un pays-continent durement frappé par la dictature puis par les guerres. Avec d'autres militantes, Elise Muhimuzi a passé plusieurs années à mettre sur pied le réseau du CONAFED. Depuis 1997, elle en est la Secrétaire Permanente.

Comment avez-vous été impliquée dans la création du CONAFED ?

Au début 1990, j'ai travaillé pour une petite ONG, le Collectif des Diffuseurs d'Information et d'Appui aux Femmes (CODIAF) (...). On s'est rendu compte qu'il était très difficile pour les paysannes comme les paysans de s'en sortir. On a réfléchi avec d'autres pour permettre aux femmes de bénéficier un minimum du fruit de leur travail. A cette époque, c'était encore la dictature de Mobutu. En 1991-1992, le Congo a connu d'importants pillages. Nous avons alors commencé à militer avec d'autres organisations.

Le mouvement est parti de Kinshasa mais l'on s'est rapidement rendu compte que les femmes dans les provinces partageaient nos préoccupations. Les femmes rurales étaient aussi coincées par le système en place. Nous avons alors pensé qu'il fallait agir ensemble. (...) On a créé un grand mouvement de femmes qui a abouti en 1997 à des élections pour la mise en place du CONAFED, afin de faire évoluer les droits et le statut de la femme. A Kinshasa, nous étions douze femmes des ONG à avoir lancé la réflexion. Parmi celles-ci, on a élu une secrétaire permanente et une présidente. J'étais dans une position idéale pour être la première personne à conduire le CONAFED. Certaines de

ces femmes ont accédé plus tard à des postes importants comme la Ministre du Genre, de la Famille et de l'Enfant, Marie-Ange Lukiana. Depuis cette époque, je suis toujours au CONAFED... Je viens d'être réélue.

Etes-vous préoccupée par le fait qu'il n'y ait pas de changement de secrétaire permanente au CONAFED ?

On a peut-être pensé à un certain moment que je m'accrochais au CONAFED. Lors des dernières élections, j'étais vraiment décidée à partir mais les femmes ne m'ont pas laissé faire. Il y avait pourtant d'autres candidates vraiment valables. Quand j'ai commencé je n'avais pas toutes les capacités, j'ai appris en faisant. Il faut dire que plusieurs personnes ont quitté le mouvement, notamment pour faire de la politique. En 2002-2003, beaucoup ont été impliquées dans le Dialogue inter-congolais. La

“ Il faut que les richesses du Congo bénéficient aux Congolais. C'est possible, c'est une question de volonté politique. ”

stratégie du CONAFED avait été reconnue notamment parce qu'on avait fait de la formation décentralisée en province notre cheval de bataille, avec succès. En 2002, 24 des 29 femmes de la société civile membres du Parlement de transition créé dans le cadre du Dialogue inter-congolais venaient du CONAFED! (...) Les nouvelles arrivantes au CONAFED se sont bien débrouillées, mais c'est normal d'avoir besoin de formation. Je crois que c'est aussi pour cela que l'on veut que je reste : ma présence donne de la stabilité malgré ces départs. Mais ces départs ne sont pas mauvais en soi ; cela montre la qualité du mouvement, des membres et des formations.

Comment le CONAFED a-t-il pris une telle importance dans cet énorme pays ?

Depuis le début, il y a un programme bien clair : travailler sur l'égalité de droits et l'équité. Le mouvement vise à faire participer les femmes aux organes de décision. Nous avons décidé de faire de la formation pour atteindre cet objectif. Dès le début, les formations ont été décentralisées dans les provinces et ont inclus les autorités coutumières et religieuses. C'est une démarche particulière : au Congo, la plupart des ressources humaines sont localisées à Kinshasa, c'est le fruit de la centralisation du pouvoir dictatorial. L'idée était de ramener le pouvoir à la population.

Quel regard avez-vous sur les activités de renforcement des capacités menées par le CONAFED ?

Je crois que les activités de renforcement de capacités ont eu un impact important. Aujourd'hui, il y a de nombreuses femmes compétentes dans les sphères de pouvoir qui sont passées par le CONAFED. (...) Cette situation est très intéressante car elles constituent un réseau et cela nous donne accès à de nombreuses personnes haut placées.



Elise Muhimuzi pendant l'Atelier de Dimitra organisé à Bruxelles en septembre 2008.

Est-ce que vous avez rencontré des difficultés familiales à travailler à l'émancipation des femmes ?

Mon mari m'a toujours encouragée. Mes collègues pensaient souvent qu'il était militant des droits de l'homme, tant il était engagé et présent. Sans son soutien, je ne sais pas si je serais ce que je suis aujourd'hui. (...) Au début, nous n'avions pas de financement et c'est avec son salaire que l'on payait le loyer du bureau.

Ma famille était loin, elle était à Bukavu [NdR : dans l'Est de la RDC]. Au début, certains ont pensé que j'avais des troubles mentaux. Ils ne comprenaient pas comment je pouvais travailler sans salaire pendant cinq ans ! [Rires] (...) Ils auraient préféré que je fasse du commerce mais je n'en étais pas capable.

J'ai dépensé beaucoup d'énergie dans la création de CONAFED et au début ça a très bien fonctionné. Mais ça a créé des tensions, notamment avec d'autres femmes, car le CONAFED recevait le soutien de bailleurs de fonds. Je dois dire que je ne m'en suis pas trop souciée. (...) J'ai été heureusement surprise quand notre première évaluation a montré qu'on pouvait devenir la première structure de femmes à l'échelle nationale.

Est-ce que il y a eu des difficultés dans vos rapports avec le pouvoir ?

Avant le Dialogue inter-congolais, j'étais devenue une femme publique. On exigeait alors que les rebelles arrêtent les viols et les autres violences. En 2001, ça a coûté la vie à ma grande sœur qui a été tuée avec deux de ses enfants. C'était pour me faire taire. On a visé ma famille. J'ai eu beaucoup d'encouragements des partenaires car ils ne voulaient pas que je quitte



le Congo. Cordaid [NdR : organisation catholique d'aide au développement néerlandaise] a aidé financièrement pour sauver ma petite nièce, touchée par balles mais qui n'est pas morte.

Au début, perdre ma sœur m'a beaucoup affectée. J'ai perdu mon père quand j'avais neuf ans et c'est elle qui a soutenu la famille. Elle était tout pour moi. Je me suis dit alors que le sang de ma sœur pouvait peut-être ramener la paix pour les autres femmes. Elle est morte mais il y en a tant d'autres qui sont mortes dans les mêmes conditions. Il fallait continuer.

Comment voyez-vous l'avenir des femmes au Congo ?

Nous devons travailler sur la mise en place de mécanismes de la parité. Je pense que le fait d'avoir tenu les élections a permis malgré tout d'initier un processus démocratique. Le Congo a besoin de capacités pour gérer le pays. Il faudra vraiment que nous soyons déterminés à assumer la souveraineté sur le pays et à avoir un Etat de droit réel. Il faudra que les richesses du Congo puissent bénéficier aux congolais. Je pense que c'est possible, c'est une question de volonté politique.

Avez-vous un message à adresser à nos lecteurs et lectrices qui pourraient s'impliquer sur des questions d'égalité entre hommes et femmes ?

Décloisonner les zones rurales est très important. Il faut continuer à travailler dans ce sens. Aujourd'hui, des populations complètement isolées ont désormais des informations qui les concernent. Pour nous Congolaises et Congolais, Dimitra est vraiment un programme porteur, sur les matières agricoles mais bien au-delà, sur les droits des femmes dans ces zones oubliées en milieu rural. Ceux qui veulent travailler pour les autres doivent croire en leurs projets, ce n'est que lorsqu'on y croit que les choses se réalisent.

“ Ce n'est que lorsqu'on y croit que les choses se réalisent. ”



Le CONAFED

Le Comité National Femme et Développement est un réseau d'organisations féminines de RDC ayant comme mission la promotion du genre et du leadership féminin. Il compte plus de 360 associations membres regroupées en REFED (Réseau provincial Femme et Développement) dans chacune des 11 provinces du pays.

Le CONAFED est né du besoin des femmes congolaises de créer un cadre au sein duquel elles peuvent échanger et surtout se réunir afin d'être plus fortes et de faire entendre leur voix. Les femmes rurales sont largement présentes et actives au sein du CONAFED.

* Pour toute information complémentaire, contactez :
CONAFED
Tél: +243 99 9918406
E-mail: conafed@vodanet.cd ou conafed@yahoo.fr

RDC – Une association pour l'autonomisation des femmes dans le péri-urbain de Kinshasa, l'Appui aux Groupements des Femmes et Familles

Kindele est un quartier périphérique de la capitale de la République démocratique du Congo caractérisé par un taux de chômage élevé. C'est là qu'a vu le jour l'Appui aux Groupements des Femmes et Familles (AGF), une association qui s'efforce d'améliorer les conditions de vie de ses membres et des familles du quartier. Cette association est membre du CONAFED, le Comité National Femme et Développement (voir page précédente).

L'AGF a été créée en 1991 dans un contexte économique et politique difficile. A l'origine, ce sont les femmes du quartier qui se sont organisées pour faire de l'élevage de poules. Cette entreprise modeste a permis à certaines de subvenir partiellement à leurs besoins et a rapidement pris de l'ampleur. A l'époque, il était difficile d'accéder à des financements importants : d'une part, le système financier national avait imploré et, de l'autre, les partenaires de développement étaient davantage tournés vers les grandes structures associatives. Mais au fur et à mesure, l'association a réussi à diversifier ses secteurs d'intervention : l'élevage des poules mais aussi l'agriculture et d'autres activités génératrices de revenus pouvant contribuer à la sécurité alimentaire.

Le logo de l'AGF est une tête de palmier car « le palmier est représentatif d'un arbre qui pousse haut et grand » explique Agnès Lukamba, Coordinatrice de l'organisation. En effet, depuis sa création, AGF a grandi et bien grandi. L'association compte désormais plus de 120 femmes membres qui, réparties en groupes, cherchent à améliorer leurs conditions de vie. La plupart des membres vivent les réalités du monde rural. Cela étant, comme son nom ne l'indique pas, AGF bénéficie également à des jeunes garçons désœuvrés qui participent à la vente des produits réalisés par les membres de l'organisation. Actrice de développement, Appui aux Groupements des Femmes et Familles est devenue une entreprise à part entière.

Des activités variées

Aujourd'hui, les membres de l'AGF sont suffisamment aguerries et outillées pour se prendre en charge et contribuer à des actions de changement social dans leur milieu.

L'association possède plus de 2500 poules pondeuses et de chair. L'AGF vend ses poulets

et ses œufs dans toute la ville de Kinshasa et a développé une micro entreprise de conservation et de production des poulets.

Les membres mènent aussi des activités agricoles. Elles produisent du manioc, des arachides, des épices et de l'amarante. Actuellement, elles commercialisent d'importantes quantités de leurs récoltes comme produits frais (non surgelés).

Enfin, d'autres activités génératrices de revenus, comme la fabrication de détergents ou le

salage du poisson, sont exploitées. Certaines membres se sont spécialisées dans la production de boubous et de nappes, produits rares sur le marché de la capitale congolaise. Elles font leurs propres créations. D'autres encore font de la pâtisserie (petits gâteaux et gaufres). Là aussi, des jeunes qui autrefois mendiaient ou volaient, participent à la commercialisation des produits.

Renforcement de capacités

Les actions de l'AGF contribuent aussi à renforcer les capacités des membres et des habitants du quartier. L'association propose



Une femme d'AGF avec son élevage de poulets.

des formations (alphabétisation, agriculture, citoyenneté responsable, 'coupe et couture', etc.) sur base ponctuelle, quand elle en a les moyens, ce qui, dans ce quartier touché par la pauvreté, n'est pas souvent le cas. Dès lors, Appui aux Groupements des Femmes et Familles a plutôt décidé de miser sur le renforcement des capacités dans la pratique professionnelle, avec succès.

Jacky Tsh. est arrivée à Kinshasa avec son mari et leurs six enfants il y a dix ans à cause de la guerre. Elle témoigne avec enthousiasme : « Sincèrement, quand j'ai adhéré à AGF en 2002, j'étais à bout de nerfs, sans espoir. Je dois dire que j'ai tout reçu de l'association, non seulement la connaissance, mais aussi l'amour. Ma famille, mes amis à Kinshasa, ce sont les membres de l'AGF. Maintenant j'ai appris à fabriquer des détergents que je vends, et j'élève des poules. La situation de ma famille s'est beaucoup améliorée. Mon mari est devenu artisan et, ensemble, nous tenons la vie de notre famille. Nous avons maintenant huit enfants qui sont tous scolarisés et en bonne santé. Grâce à sa capacité de production, la femme de Kindele est maintenant respectée. »

Fifi K., une autre membre, abonde dans le même sens : « Je suis une jeune mère de trois enfants. J'ai quitté tôt les bancs de l'école. Depuis deux ans, je suis membre de l'AGF. Compte tenu des difficultés que je traversais dans la vie en tant que jeune mère, sans revenu consistant, je me suis décidée à aller vers cette organisation. J'ai alors appris à élever les poules, à faire le salage du poisson, la fabrication des détergents et, aussi, à vendre ces produits. Grâce à ces activités, j'ai apporté la joie de vivre dans ma famille et, au sein la communauté. Je subviens aux besoins élémentaires de mes enfants. Je suis très heureuse de cette initiative parce qu'avant, j'étais une jeune fille méprisée, une fille à problèmes. Aujourd'hui, je prends en charge

l'avenir de mes enfants. Je suis devenue une personne responsable et utile à la communauté ».

De nombreux défis

Cela étant, malgré cet engouement, les défis restent nombreux pour l'organisation : de manière générale, les moyens logistiques, administratifs et communicationnels sont limités. Par exemple, le siège de l'association, qui héberge notamment les bureaux et un poulailler, ne dispose pas de salles de capacité suffisante pour accueillir tous les membres.

Au niveau de la commercialisation des poulets, la concurrence avec les poulets surgelés importés est rude. L'AGF fait les démarches auprès du Ministère en charge pour obtenir une exonération de taxe sur les aliments des poulets qui soulagerait cette pression.

L'accès à la terre n'est pas suffisant pour les membres de l'AGF alors que près d'un tiers des membres exercent des activités agricoles.

L'accès à l'eau n'est pas garanti. Les femmes sont obligées de parcourir de longues distances pour avoir suffisamment d'eau pour pouvoir travailler. Il faut également noter que l'apport en électricité est réduit et aléatoire, ce qui est aussi un obstacle important à la réalisation de plusieurs activités de l'organisation.

Un ancrage communautaire et l'enthousiasme de ses membres

Mais ces difficultés ne mettent pas en cause l'importance du rôle de l'ONG pour ses membres et pour le quartier. Agnès Lukamba, Coordinatrice, estime que c'est justement l'ancrage communautaire d'AGF qui a fait son succès : « Personnellement, ma joie est grande de



Réunion des membres de l'AGF.

voir mes enfants aussi s'impliquer dans ce travail, ce travail en communauté, ce travail de développement. Par rapport à la communauté, je sens une ouverture grandissante à la production de la femme. La femme est désormais mieux considérée dans le quartier. Elle est devenue capable non seulement de nourrir sa famille mais aussi de défendre ses droits. (...) La plus grande réussite reste ce grand pas vers l'autonomisation des femmes, chaque membre peut maintenant produire et vendre. »

L'énergie et la motivation de ses membres font la force de l'AGF, comme en témoignent Jacky Tsh. puis Fifi K. « L'AGF n'est plus seulement une association, c'est aussi une école de vie, un centre d'épanouissement. La femme est maintenant éveillée. Cette ONG chasse la pauvreté de notre communauté. Il y a des mythes qui tombent, comme celui lié à la consommation de l'œuf. C'était un aliment des foyers aisés, maintenant il est accessible à tous. (...) L'AGF est un espoir pour le quartier de Kindele. La femme de ce quartier de la capitale peut maintenant trouver un moyen de se suffire à elle-même. »

Appui aux Groupements des Femmes et Familles est une illustration d'initiative locale réussie visant à améliorer les conditions de vie de ses membres et du quartier, et l'autonomisation des femmes.

✱ Pour toute information complémentaire, contactez :
CONAFED
Tel : +243 99 9918406
E-mail : conafed@vodanet.cd ou conafed@yahoo.fr



Les produits d'AGF.

Les Champs Ecoles, une méthodologie en évolution

Le champ école paysan (FFS, « Farmer Field School »), quelle que soit sa dénomination, est un processus d'apprentissage en groupe dans lequel les agriculteurs et les agricultrices pratiquent des activités d'apprentissage par l'expérience qui les aident à comprendre l'écologie de leurs champs et à améliorer leurs pratiques culturales. Cette approche a été développée à la fin des années 1980 en Asie. Elle a connu un important succès car sa dimension participative permet de répondre à des réalités écologiques différentes et de travailler sur base des modes de gestion agricole existants. L'article « Afrique de l'Ouest : GIPD, un programme de formation des producteurs qui utilise la méthode des Champs Ecoles Paysans » fournit un exemple de cette méthodologie.

Les JFFLS (« Junior Farmer Field and Life Schools ») sont une évolution de cette méthodologie. L'approche a été développée pour la première fois par la FAO et le PAM (Programme Alimentaire Mondial) en 2003 au Mozambique afin de faire face au nombre important d'orphelins suite à la guerre civile et aux ravages du VIH/SIDA.

Dans les JFFLS, les enfants orphelins et vulnérables âgés de 12 à 18 ans sont formés – par des équipes interdisciplinaires d'animateurs, d'enseignants et de travailleurs sociaux – à l'agriculture traditionnelle et moderne ainsi qu'aux compétences de vie, en suivant le cycle des cultures. Les enfants travaillent en groupe et apprennent par l'expérimentation, le théâtre, le chant et la danse, ou d'autres méthodes participatives à caractère culturel. Le principal objectif est d'autonomiser les enfants vulnérables pour leur permettre d'améliorer leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire à long terme, et de maîtriser leur propre avenir. L'article « Les Ecoles d'agriculture et de vie pour les jeunes : expansion continue et nouveaux modules » présente cette approche et son application en Afrique.

Enfin, au vu de la pertinence de travailler sur les 'compétences de vie' avec les jeunes, la FAO a récemment mis sur pied des FFLS (Ecoles pratiques d'agriculture et de vie) pour les adultes dans les situations sanitaires difficiles ou d'urgence. L'article « S'attaquer à l'insécurité alimentaire, au VIH/SIDA et aux violences basées sur le genre en Afrique de l'Est avec les Ecoles pratiques d'agriculture et de vie » aborde cette nouvelle perspective.

Afrique de l'Ouest – GIPD, un programme de formation des producteurs qui utilise la méthode des Champs Ecoles Paysans

Le programme de la Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs (GIPD) est le fruit de la coopération entre le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal et les Pays-Bas. Ce programme de renforcement des capacités des petits producteurs et productrices pour une réduction de la dépendance aux pesticides et une meilleure gestion des systèmes de cultures a été lancé en 2001. La FAO assure l'appui technique du programme et utilise une méthodologie participative pour former les producteurs et les productrices.



Le GIPD vise à contribuer à résoudre le problème de l'insécurité alimentaire et la pauvreté en milieu rural. Cette problématique, récurrente en Afrique de l'Ouest, peut se résumer en une dégradation prononcée des ressources naturelles en raison des mauvaises conditions climatiques qui ont fragilisé les écosystèmes naturels, mais aussi à cause de l'utilisation irrationnelle des produits agrochimiques, des systèmes de production inadaptés aux conditions et réalités paysannes et surtout au manque de formation et d'information de ces paysans. Le GIPD utilise une méthodologie de formation participative à travers les Champs Ecoles des producteurs (CEP) qui a été introduite en Afrique de l'Ouest à partir de 1995.

Les principes des Champs Ecoles

Le Champ Ecole des producteurs est un cadre d'apprentissage des adultes facilitant le transfert d'innovation en agriculture et bien d'autres domaines. Le nom de « Champ Ecole »

L'application des principes de la GIPD pour une agriculture saine et durable

AVANT GIPD



Les populations rurales ont le plus souvent des niveaux d'instruction qui ne leur permettent pas de connaître les normes d'utilisation des produits agrochimiques. Elles procèdent à des traitements abusifs sans respect des doses, des équipements de protection individuelle et des normes de traitement. Les emballages vides sont réutili-

a été choisi pour refléter le caractère éducatif de la formation, le fait qu'elle ait lieu au champ et que les conditions du champ déterminent la majeure partie du programme d'étude. Les vrais problèmes du champ sont observés, et analysés depuis la plantation jusqu'à la récolte de la culture. Le fonctionnement du Champ Ecole Paysan repose sur les principes suivants :

- **avoir une culture saine** : utiliser les bonnes variétés de semences et les pratiques culturales adéquates pour avoir des plantes qui se comportent mieux ;
- **faire des observations régulières** : bien se renseigner et décider d'une intervention appropriée pour corriger des problèmes liés à l'eau, le sol et la fertilisation, les ravageurs, les mauvaises herbes ;
- **préserver les ennemis naturels** : la protection de leurs habitats constitue aussi des méthodes actives de leur conservation ;
- **faire de l'agriculteur un expert dans son propre champ** parce qu'il assure le suivi de son champ en connaissance de cause. On entend par expertise une compréhension de base de l'agro-écosystème et des processus de prise de décision.

Cette école de terrain présente des objectifs pédagogiques qui facilitent une bonne compréhension par des paysans ciblés à travers leurs échanges avec les techniciens. Le groupe



PRINCIPES GIPD

sés ou rincés dans les points d'eau. Toutes ces pratiques augmentent les risques sanitaires humains et animaux, polluent l'environnement avec une perte de biodiversité et crée le désarroi dans les foyers. La démarche Champ Ecole avec la GIPD apporte une réponse à cette problématique posée aujourd'hui dans les zones agricoles à

(paysans et technicien) assure la conduite de la culture, fait des observations et analyse ensemble les résultats. Le/la producteur/trice, à travers ces échanges, parvient à comprendre le comportement physiologique des plantes, le cycle biologique des insectes, leurs statuts et leur rôle dans une parcelle de culture. Cette méthode participative qui encourage l'initiative paysanne, consolide les connaissances en agro-écologie et permet au paysan de réduire sa dépendance vis à vis des produits agrochimiques et de contribuer ainsi à la préservation de l'environnement.

L'implication des femmes

Cette approche participative intègre la dimension genre en impliquant les femmes dans le processus de formation des facilitateurs/trices et des producteurs/trices. La participation des femmes reste dominante pour les cultures maraîchères : elles représentent 58% des producteurs formés en trois ans. Cependant elles sont moins présentes pour les cultures de riz et de coton. Le CEP favorise l'épanouissement des femmes parce qu'il offre une occasion d'échanger avec le groupe de producteurs et de faire valoir leurs expériences sur la gestion des cultures pendant toute la durée du cycle cultural. Au terme de la formation, certaines montrent des aptitudes à appuyer la formation d'autres producteurs.

APRÈS GIPD



travers l'application des principes. Ce processus de formation permet au producteur d'améliorer ses sources de revenus, de préserver l'environnement et de se doter de connaissances sur la gestion des cultures. La communication, les échanges d'expériences entre les populations sont considérablement améliorés.

Les échanges dans un groupe mixte sont facilités par des exercices de dynamique de groupe qui rapprochent davantage les participants et améliorent leur communication. La présidente d'un groupement féminin ayant bénéficié de la formation a déclaré « le programme a créé une dynamique salubre dans le village. Voilà près de 10 ans que toutes nos initiatives pour travailler en groupe sont restées vaines. Depuis que nous avons commencé à travailler dans les CEP, la motivation est générale et tous les membres du groupement ont retrouvé du plaisir à travailler ensemble. En tant que Présidente du groupement j'apprécie la facilité que la GIPD nous a offerte pour travailler en groupe et améliorer notre entente mutuelle. ». Le rôle des femmes dans le développement agricole est désormais bien connu mais la formation dans les Champs Ecoles contribue également à faire entendre leur voix au cours des échanges sur des questions posées.

* Pour toute information complémentaire, contactez :

Mohamed Hama Garba,
Coordonateur Régional GIPD
mohamed.hamagarba@fao.org
Makhfousse Sarr,
Coordonateur GIPD/Sénégal
makhfousse.sarr@fao.org

Les Ecoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes : expansion continue et nouveaux modules

Depuis 2003, un nombre croissant d'Ecoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes (JFFLS, « Junior Farmer Field and Life Schools ») opèrent dans dix-sept pays, principalement africains. L'objectif de ces écoles consiste à autonomiser les jeunes vulnérables en leur offrant des possibilités de gagner leur vie et d'assurer leur sécurité alimentaire à long terme, tout en réduisant leur vulnérabilité.

Dans une JFFLS, environ 30 garçons et filles ruraux se rencontrent plusieurs fois par semaine pour acquérir des aptitudes agricoles et de vie. Ils travaillent ensemble sur un lopin de terre, en vue d'apprendre et d'expérimenter les techniques agricoles nouvelles et traditionnelles, et de discuter de questions essentielles dans leurs vies quotidiennes, telles que la prévention des maladies, la prise de décision et l'importance de travailler ensemble. Les sessions sont organisées et facilitées par des adultes de la communauté, souvent des enseignants et des experts agricoles qui ont été formés à l'approche des JFFLS. La sélection des participants ainsi que la conception du cursus se fait en concertation avec la communauté. Les participants fréquentent les JFFLS pendant tout un cycle agricole.

La mise en œuvre et le rôle de la FAO

La FAO met fréquemment en place, avec des partenaires, des projets pilotes visant à introduire et adapter l'approche à une zone et à des groupes-cibles spécifiques. La FAO apporte un soutien à la gestion et à la supervision de la plupart des JFFLS par l'organisation de formations destinées aux facilitateurs, l'élaboration de matériels de formation et de supervision et le partage de connaissances au moyen de publications et d'ateliers. Une boîte à outils

destinée à la supervision et à l'évaluation du programme JFFLS a été mise au point en 2009. Elle présente un résumé des principes de supervision et d'évaluation qui s'appliquent aux JFFLS et décrit un ensemble minimal d'outils fondamentaux pour une supervision et une évaluation permanente des programmes. Une partie non négligeable de la boîte à outils est consacrée à l'évaluation des résultats et des répercussions des programmes JFFLS, ce qui est important tant pour identifier les progrès accomplis que pour défendre la pertinence du programme.

Les modalités de mise en œuvre, de supervision et de financement sont variables. Au Mozambique par exemple, le gouvernement a chargé certains de ses fonctionnaires de coordonner 58 JFFLS. Dans la Province occidentale du Kenya, le réseau des champs écoles (« Farmer Field Schools », FFS), coordonné depuis le Ministère de l'Agriculture, supervise les différents projets JFFLS avec l'aide d'un fonctionnaire JFFLS basé à la FAO. Au Ghana, un groupe d'ONG, en collaboration avec la FAO, a décidé d'utiliser cette approche dans le cadre de son « programme de consolidation des familles », tout en aidant à la promotion de l'emploi et des aptitudes agricoles de base pour les jeunes.

Dans certains cas, les communautés gèrent les JFFLS sans financement des activités de base. La Province occidentale du Kenya offre un exemple intéressant à cet égard : chacune des JFFLS s'est vue attribuer un grand terrain cultivable que les gestionnaires cultivent et où ils apprennent. Les produits de cette activité sont utilisés pour nourrir les enfants et couvrir le coût des séances d'apprentissage des JFFLS. Au Mozambique, les diplômés des JFFLS participent maintenant de manière active à la gestion des JFFLS pour les plus jeunes.

Au Mozambique, huit coopératives de jeunes agriculteurs ont été créées par les diplômés des JFFLS, qui ont reçu une formation de suivi en entrepreneuriat, dans le contexte du Programme conjoint des Nations unies pour l'emploi des jeunes.

Le processus d'apprentissage des écoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes

Dans le processus d'apprentissage des JFFLS, qui est adapté par les facilitateurs en fonction des circonstances climatiques et socio-culturelles, l'accent est mis sur l'apprentissage par la pratique. Un lien constant est établi entre le cycle agricole et le cycle de vie. L'approche des JFFLS se fonde sur un processus d'apprentissage basé sur l'expérience qui encourage le groupe à observer, à tirer des conclusions et à prendre des décisions cohérentes avec les bonnes pratiques agricoles et de vie en connaissance de cause. Sur le terrain, cela implique que les participants analysent les problèmes relatifs à la culture des récoltes, dans le cadre de leur analyse des problèmes auxquels ils sont confrontés dans leur propre vie. Dans les JFFLS, les participants analysent les moyens de subsistance et les problèmes sociaux, et discutent des résultats avec leurs pairs grâce au théâtre, au jeu et à d'autres méthodes. Dans des situations où les enfants n'ont qu'un accès très limité à l'information et aux équipements, l'attitude consistant à aider ces enfants à jouer, penser, discuter et se servir des ressources locales pour résoudre leurs problèmes favorise leur autonomisation et accroît leur estime d'eux-mêmes.



Ecole pratique d'agriculture et de vie pour les jeunes, Hébron, Cisjordanie.

La sensibilité au genre

On a observé que les filles sont plus susceptibles d'abandonner les JFFLS que les garçons, essentiellement en raison de leur charge de travail à la maison. Un effort accru en faveur des filles est donc indispensable pour atteindre l'objectif d'autonomisation. L'un des principaux objectifs des JFFLS est de promouvoir la mise en place d'attitudes respectueuses de l'égalité entre hommes et femmes, en permettant aux jeunes d'exercer les mêmes rôles et responsabilités et en les incitant à réfléchir de manière critique sur relations entre les sexes.

Trois nouveaux modules de formation des écoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes

Les JFFLS permettent d'aborder des questions complexes avec les jeunes vulnérables. La FAO a récemment incorporé au cursus trois nouveaux thèmes :

● La prévention du travail des enfants dans l'agriculture

Le nouveau module consacré au travail des enfants dans l'agriculture aidera à traiter le thème de manière explicite au sein des JFFLS. Il a été élaboré par la FAO en collaboration avec l'OIT (Organisation internationale du travail) ainsi qu'avec les facilitateurs et organisations partenaires du Mozambique, du Kenya et du Ghana.

● Les droits fonciers et de propriété

L'accès aux ressources naturelles, et notamment à la terre, ainsi que le contrôle et la gestion de ces ressources, sont des facteurs clés déterminant le revenu, le pouvoir, le statut et les moyens de subsistance dans les milieux ruraux. La FAO a pris l'initiative d'élaborer pour les JFFLS un module de formation contenant des informations et des exercices pratiques comprenant des jeux de rôles, afin d'aider les enfants et leurs accompagnateurs à com-

prendre les concepts fondamentaux de l'accès à la terre et des droits de propriété ainsi que les conséquences que les inégalités entre hommes et femmes en termes de droits fonciers et de propriété peuvent avoir sur la subsistance et la sécurité alimentaire des personnes.

● L'entrepreneuriat et l'aptitude aux affaires

Compte tenu des possibilités souvent limitées de travail salarié dans les zones rurales, les participants aux JFFLS sont susceptibles de vendre leurs excédents, ou de créer une entreprise agro-alimentaire. Ce nouveau module inclut des exercices simples et des jeux afin d'amener les enfants à réfléchir de manière stratégique aux moyens d'améliorer leur future subsistance dans l'agriculture.

✱ Pour toute information complémentaire, contactez : jffls@fao.org

JFFLS – Investir pour l'avenir des enfants orphelins et vulnérables dans le nord de l'Ouganda

Différents acteurs du district d'Adjumani ont été consultés pour la préparation participative du projet.

Une fois sélectionnés, les facilitateurs ont reçu une formation de deux semaines organisée par la FAO.

M. GEORGE OLIMA, DANISH REFUGEE COUNCIL (DRC)

Des comités de pilotage ont été mis en place pour les JFFLS avec les tuteurs des élèves, les directeurs d'écoles, les membres des comités de gestion des écoles, etc. pour garantir l'appropriation du projet par les écoles et les autorités, et pour renforcer les capacités locales.

Environ 600 enfants scolarisés ont été sélectionnés conjointement par des acteurs locaux (comités de pilotage des JFFLS, autorités locales et Danish Refugee Council) parmi des enfants orphelins et vulnérables âgés de 12 à 18 ans. Des enfants orphelins et traumatisés, ainsi que des enfants issus de ménages extrêmement pauvres ou de familles difficiles ont été sélectionnés, en ayant recours aux registres scolaires ainsi qu'à la perception et aux connaissances des communautés locales.

Grâce à cette initiative :

- Les enfants ont développé un esprit d'équipe et des liens de solidarité.
- Les enfants participent très activement à l'enseignement par les pairs, en étendant l'impact de la transmission des connaissances au-delà des groupes JFFLS.
- L'enseignement par les pairs, associé à la distribution de semences de légumes, a permis aux familles de développer des jardins

potagers familiaux, et a amélioré en conséquence leur régime alimentaire, mais a également généré des revenus grâce à la revente de la production excédentaire.

- La nutrition des enfants s'est améliorée.
- Les orphelins sont mieux intégrés dans leurs familles d'accueil.

- Les taux de fréquentation de l'école se sont améliorés.
- Cette approche a préparé le terrain pour des interventions concernant d'autres questions locales exigeant une attention et des actions urgentes.



S'attaquer à l'insécurité alimentaire, au VIH/SIDA et aux violences basées sur le genre en Afrique de l'Est avec les Ecoles pratiques d'agriculture et de vie

Rejetée par son mari et sa communauté parce qu'elle avait été violée par un groupe de soldats, Florence¹ s'est vue contrainte de vivre pendant quatre ans dans la forêt du Sud-Kivu en République démocratique du Congo (RDC). L'école pratique d'agriculture et de vie (FFLS, « Farmer Field and Life School ») gérée par un nouveau projet qui s'adresse, dans la région, aux personnes en situation d'insécurité alimentaire et touchées par le VIH/SIDA et aux violences basées sur le genre, lui a offert la possibilité de se réintégrer au sein de la communauté. Le fait d'être membre actif d'une FFLS et de posséder une chèvre reçue grâce au projet a amélioré son statut de telle sorte qu'elle a pu être acceptée à nouveau au sein de la communauté.

Florence est l'un des 75.000 bénéficiaires ciblés du projet régional de la FAO intitulé « Eastern Africa regional response to food insecurity, HIV and GBV » (« Réponse régionale à l'insécurité alimentaire, au VIH et aux violences basées sur le genre pour l'Afrique de l'Est »), soutenu par l'Agence suédoise pour le développement international (Sida). Ce projet fonctionne depuis un an et demi et cible les hommes, les femmes, les garçons et les filles des milieux ruraux de cinq pays : les communautés rurales de l'est de la RDC, les zones péri-urbaines et les villages de la paix au Burundi, les réfugiés rapatriés de Tanzanie au Rwanda, les personnes touchées par les violences post-électorales au Kenya, et les populations déplacées du nord de l'Ouganda.

Selon la Farmer Field School Foundation², le projet constitue une étape innovante vers un système plus participatif et plus centré sur les bénéficiaires, qui répond aux besoins spécifiques des populations vulnérables touchées par le VIH et les violences basées sur le genre.

Élément novateur du projet : mettre sur pied des FFLS pour les adultes³. La FAO s'adresse donc aux jeunes, mais également aux adultes estimant que les J/FFLS (« Ecoles d'agriculture et de vie pour les jeunes », « Junior Farmer Field and Life School ») représentent une approche participative d'apprentissage par la pratique fondée sur les communautés, qui offre un très bon point de départ ainsi qu'une excellente plate-forme pour améliorer la confiance en soi et la dignité des personnes vulnérables. En créant une cohésion de groupe, un esprit collectif et un sentiment d'appartenance, les J/FFLS ont aidé des personnes à améliorer leur vie et leurs moyens de subsistance.

En raison du manque d'expérience et de capacités concernant cette nouvelle approche dans les trois pays francophones (RDC, Burundi et Rwanda), sa mise en œuvre représentait un défi. Toutefois, dans les pays participants, le projet a été un succès. Le projet s'est soldé par d'importants effets tant au niveau des bénéficiaires qu'à celui des ménages et des communautés.

Le projet a valorisé le partage d'expériences entre les pays par l'échange de capacités. Ainsi, par exemple, les experts kenyans de l'approche FFLS ont formé et soutenu certains autres pays. De même, les enseignements tirés ont

fait l'objet d'échanges dans le cadre de forums régionaux tels que des ateliers régionaux de lancement de projet ou de bilan. Enfin, une campagne régionale, soutenue au niveau des districts, en faveur d'une réponse en termes de sécurité alimentaire au VIH et aux violences basées sur le genre a permis élaborer des projets nationaux.

L'étude d'impact du projet sera effectuée vers la mi 2010, mais certains éléments apparaissent déjà, parmi lesquels :

- Les activités d'horticulture et d'élevage de petit bétail dans les J/FFLS, reproduites à la maison, ont **amélioré la diversité du régime alimentaire** des bénéficiaires touchés par le VIH et les violences basées sur le genre, ainsi que leurs revenus, et ce par la revente de la production excédentaire. En conséquence, une réduction de la malnutrition a été constatée.
- Les bénéficiaires de la sensibilisation au VIH ont **de plus en plus souvent recours aux tests volontaires** et les personnes testées positives reçoivent une aide sous forme de conseils et

de traitements antirétroviraux.

- **En générant l'intérêt des jeunes (et plus spécifiquement des filles) et en leur offrant une source de revenus, les J/FFLS ont permis une hausse de la fréquentation de l'école et aident ceux qui se trouvaient auparavant en risque de décrochage à rester à l'école.**
- La cohésion des groupes suscitée par l'approche J/FFLS a permis une **réduction de la stigmatisation ainsi que la réintégration sociale et l'autonomisation des individus** affectés par le VIH et/ou les violences basées sur le genre et de leurs familles. De plus, cette approche s'est également révélée un puissant outil de **pacification, de réconciliation et de reconstruction de la cohésion sociale** entre différents groupes ethniques, et entre les rapatriés, les réfugiés et les communautés d'accueil. Les plus vulnérables ont **reconstitué leurs moyens de subsistance** et ont retrouvé un certain degré d'autonomie.
- Le renforcement des capacités ainsi que la promotion de la formation par les pairs et l'assistance, combinés au grand intérêt soulevé par les activités des J/FFLS auprès des populations locales, ont créé une réaction en chaîne : les retombées observées s'étendent bien au-delà du projet, les bénéficiaires formés dans les J/FFLS devenant eux-mêmes formateurs.
- Les participants sont devenus, grâce aux J/FFLS, des modèles pour les autres membres de la communauté.
- Enfin, les autorités locales, les ONG et les associations ont nettement profité du renforcement des capacités techniques en vue d'aborder conjointement les problèmes de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition, des inégalités entre hommes et femmes et de la violence, et sont en mesure de garantir la viabilité des activités de projet.

* Pour toute information complémentaire, contactez :

Karine Garnier,
Fonctionnaire régionale d'urgence
FAO – Bureau sous-régional pour les Urgences
pour Afrique de l'Est et centrale (REOA)
Nairobi – Kenya
karine.garnier@fao.org

1 Nom d'emprunt.

2 La FFS Foundation, établie aux Pays-Bas, offre un soutien technique à la FAO en ce qui concerne la méthode FFS.

3 Pour plus d'explications, se reporter à l'introduction du dossier : « Les Champs Ecoles, une méthodologie en évolution ».



Potager au Rwanda.

Cameroun – Quand les femmes contribuent à la gestion durable des ressources naturelles

Partenaire de Dimitra, l'organisation Alternatives Durables pour le Développement (ADD) a été créée à Mbalmayo au Cameroun en 1996. L'ADD est active dans trois domaines prioritaires : la gestion durable des ressources naturelles, la gouvernance locale et la santé dans les régions du Centre, Sud et Est du pays.

La gestion durable des ressources naturelles est au cœur des activités de l'ADD, (avec comme axes la foresterie sociale et communautaire, l'agriculture durable et l'eau et l'assainissement de base). Dans ce domaine, ADD vise à améliorer la participation des communautés riveraines dans la gestion durable des ressources naturelles à travers une augmentation de leurs capacités, afin qu'elles contribuent activement à la réduction de la pauvreté.

L'ADD exécute également des programmes dans la gouvernance locale et la décentralisation (Mobilisation sociale et participation, Éducation citoyenne et Promotion de la bonne gouvernance en entreprise) et dans la santé communautaire et le VIH/SIDA (Information/Éducation/Communication pour le changement de comportement et accès aux soins de santé primaire).

Une stratégie d'intervention bien définie

La stratégie d'intervention de l'ADD s'articule autour de la recherche et l'action selon une démarche bien établie. Au niveau de la recherche, les études précèdent et déterminent l'action. Les populations, les services publics, la société civile et les autres acteurs identifiés dans le milieu sont impliqués. S'ensuit une étape de négociation. Lors de cette étape, tout est possible : rien n'est exclu d'avance et les apports de chaque partie (comme condition de mise en œuvre) sont déterminés de façon consensuelle et examinés en permanence. Et enfin l'action : les interventions combinent le développement organisationnel et les aspects techniques. La priorité est donnée aux femmes et aux jeunes comme catégories les plus marginalisées dans les relations entre groupes sociaux. Les parties prenantes sont soutenues afin qu'elles puissent remplir leur rôle d'acteurs à part entière dans les dispositifs de développement.

Deux activités phares ont marqué l'action d'ADD : la multiplication des rejets de banane plantain selon une méthode particulière et la transformation du cacao en beurre.

La multiplication des rejets de banane plantain par la méthode PIF (Plants issus de fragments de tiges)

L'ADD a fait une formation sur la méthode PIF avec les femmes du Groupe d'Initiatives Communes¹ (GIC) ENTENTE dans le village de Bizock dans la région du Centre. Suite à cette

activité, elles se sont spécialisées dans la multiplication des rejets de banane plantain avec des plants issus de fragments de tiges. Ces femmes ont construit un germeoir et produit un millier de rejets qu'elles se sont partagées pour commencer leurs exploitations respectives.

Dans le suivi de ces exploitations, une croissance rapide dans l'évolution des rejets issus de la multiplication par la méthode PIF a été constatée par rapport à ceux prélevés directement dans les anciennes exploitations encore appelés « tout venant ». Une réduction du nombre de maladies a été également enregistrée. La Déléguée du GIC ENTENTE l'évoque : « Malgré l'apparence fragile des rejets de PIF par rapport au tout venant, pendant leur mise en place, nous avons constaté après deux mois que la parcelle des rejets issus du PIF, ne présentait aucune maladie et les rejets fragiles au départ étaient devenus plus vigoureux et dodus que les rejets de la parcelle des tout venant ».

En novembre 2009, ces mêmes femmes ont construit un autre germeoir qu'elles ont commencé. À la question de savoir pourquoi elles ont adopté la méthode PIF, elles répondent que cette méthode est très pratique et leur permet d'avoir à temps le nombre, la qualité et les variétés de rejets sains dont elles ont besoins. De plus, avec cette méthode, elles peuvent désormais produire en fonction de la demande du marché.

La transformation du cacao en beurre

Le GIC APROFAM (Agriculteurs pour la Promotion de la Femme à Andock-Minlaba), principalement composé de femmes, également dans la région du Centre, s'est quant à lui spécialisé dans la production du beurre de cacao. Depuis quelques années, les paysans de cette région vendent le cacao en fèves. L'ADD a organisé une formation en transformation du cacao en beurre. Depuis, les femmes du village sont engagées dans cette voie, nettement plus profitable et appréciée par la population. Une femme du groupe l'explique : « le cacao transformé en beurre coûte plus cher que le cacao vendu en fève et il a beaucoup de propriétés. Il entre dans la fabrication de nombreux produits pharmaceutiques et cosmétiques et, il est conseillé pour la consommation car il peut résoudre divers problèmes de santé chez les femmes. Il faudrait seulement que nos maris comprennent cela et nous donne la possibilité de transformer une part importante de la production. L'argent venant de la vente de ce beurre nous permet de résoudre une grande partie des problèmes du ménage ».



Femme de l'ADD pratiquant le greffage sur un plant d'avocatier.

En 2008, ces femmes ont produit environ 15 litres de beurre de cacao mais en 2009, après l'acquisition du moulin multifonctionnel reçu avec l'appui financier de Nouvelle Planète Suisse via l'ADD, ces femmes ont accru leur production de beurre de 40% et comptent faire encore plus cette année.

Les formations réalisées dans les communautés de Mbalmayo ont favorisé l'acquisition de nouveaux savoirs, savoirs faire et savoirs être par les populations en général et par les femmes en particulier. Ces formations ont également offert la possibilité de mener des actions communes et groupées, ce qui a renforcé les liens sociaux entre les communautés et les acteurs locaux de développement et leur implication dans le processus de développement.

* Pour toute information complémentaire, contactez :

Ako'O Adong Georgette,
Animatrice Formatrice
Alternatives Durables pour le Développement (ADD)
BP 281 Mbalmayo- Cameroun
Tel : +237 75 67 88 25
Tél. /Fax : +237 22 28 15 44
info@alternativesdurables.org
www.alternativesdurables.org

¹ Un GIC est une association de droit camerounais menant des activités communautaires ou autres comprenant généralement quelques dizaines de membres.

Un panel des Nations unies affirme que les femmes rurales ont besoin de plus de ressources et doivent avoir davantage de poids dans la prise de décision

L'absence de propriété foncière des femmes, les difficultés que celles-ci rencontrent face à la concurrence des produits agricoles importés ainsi que l'exode des travailleurs ruraux en quête d'emploi stable constituent des défis majeurs pour la sécurité alimentaire à l'échelon mondial. C'est ce qu'ont déclaré les participants à la discussion d'un panel des Nations unies hébergé par la FAO.



Les femmes doivent être impliquées dans la prise de décision

L'élaboration de programmes efficaces destinés à éliminer la faim et l'extrême pauvreté exigera d'associer directement les femmes rurales travaillant dans l'agriculture aux processus de prise de décisions qui concernent leur vie, ont déclaré cette semaine les membres du panel devant un public de diplomates internationaux, d'ONG et d'autres personnalités.

La FAO a organisé la discussion du panel au siège des Nations unies, en coopération avec la Commission Huairou et WOCAN, deux organisations de défense des droits des femmes qui ont récemment mené, pour le compte de la FAO, une série de consultations en face-à-face avec des centaines de femmes rurales issues de 23 pays.

Cet événement s'inscrivait dans le cadre des efforts déployés par la FAO visant à donner aux femmes rurales plus voix au chapitre dans le cadre du dialogue mondial sur la sécurité alimentaire.

Mme Marcela Villarreal, Directrice de la Division de la Parité hommes-femmes, de l'Équité et de l'Emploi rural de la FAO, et l'ambassadeur Augustine Mahiga, Représentante Permanente de la République unie de Tanzanie auprès des Nations unies, animaient le panel. Ont participé à la discussion des leaders de base originaires d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et des Caraïbes, les trois régions couvertes dans le cadre des consultations.

La discussion du panel a été organisée dans le contexte d'une réunion de la Commission des Nations unies sur le Statut de la femme (CSF), qui présidait à un examen général du principal cadre international pour l'égalité entre hommes et femmes et les efforts d'autonomisation des femmes, à savoir la Déclaration et la Plate-forme d'action de Pékin.

Les femmes élaborent ensemble des stratégies innovantes pour faire face aux problèmes

L'agenda de Pékin couvre 12 domaines critiques liés aux femmes, y compris la pauvreté, la santé, la violence et les inégalités entre femmes et hommes en ce qui concerne l'accès à un large éventail de possibilités sociales et économiques. La plupart des domaines sont liés, directement ou indirectement, aux travaux de la FAO en tant que principal organisation des Nations unies se consacrant à la lutte contre la faim par l'agriculture et le développement rural.

Les membres du panel, qui avaient fait l'expérience des effets de l'insécurité alimentaire dans leurs propres communautés, ou en avaient été témoins, ont déclaré que les femmes avaient élaboré, en travaillant de concert, des stratégies innovantes pour faire face aux problèmes, mettant en commun leurs ressources en vue de créer des cuisines communales, des collectifs agricoles et de bétail, des banques de céréales, des groupes de financement et de crédit, ainsi que d'autres outils visant à améliorer la sécurité alimentaire de la communauté.

« Les femmes issues des communautés locales apportent également leur soutien aux connaissances indigènes en matière de stockage et de plantation des cultures, qui ont été oubliées mais sont efficaces en termes de coûts, ce qui aide les femmes des communautés locales à se procurer de la nourriture dans leurs ménages », a déclaré Violet Shivutse, de l'organisation de base GROOTS Kenya, à l'occasion de la conférence de presse qui a suivi la discussion du panel.

Mme Shivutse avait auparavant participé au panel, de même que Ruth Serech, une femme leader Maya du Guatemala, Directrice générale de la Coordinación de Desarrollo Integral de Mujeres Mayas (CODIMM), et Sri Sofjan, de la Commission Huairou de Malaisie.

Les gouvernements doivent écouter les femmes rurales

Toutefois, les efforts des femmes rurales s'arrêteraient là sans un soutien stratégique accru, ont déclaré les membres du panel. Ces dernières ont fait l'écho de nombreuses préoccupations évoquées dans le rapport commandé par la FAO en affirmant que les gouvernements et leurs partenaires devaient se montrer attentifs aux lacunes identifiées par les femmes rurales et aux stratégies auxquelles elles ont recours pour y faire face, en utilisant ces informations afin d'apporter un soutien stratégique plus efficace aux communautés qui

subissent l'insécurité alimentaire et la dépendance vis-à-vis de l'agriculture.

Plusieurs thèmes ont émergé en tant que fils rouges, tout au long de la discussion du panel :

- un accès à la terre et une propriété foncière insuffisants pour les femmes, et ce même lorsque les législations nationales reconnaissent leurs droits ;
- l'absence d'accès aux autres ressources productives, telles que les semences et les engrais, en raison de l'absence de marchés dans les zones reculées, ou du manque de financements ;
- la nécessité de nouvelles technologies et formations agricoles ;
- la reconnaissance des conséquences qu'ont les changements climatiques sur les femmes productrices, et le soutien à leurs efforts visant à affronter et à réduire ces effets ;
- la migration croissante des zones rurales vers les centres urbains, qui concerne notamment les hommes et les jeunes adultes à la recherche d'un emploi stable, et les effets néfastes qui en résultent, tels que le déclin de la productivité rurale ;
- la nécessité d'associer les femmes rurales aux discussions politiques, ou relatives aux programmes, qui les concernent.

Lors de la conférence de presse, Mme Villarreal a déclaré que la discussion avait montré que les femmes, pour peu qu'on les écoute attentivement, pouvaient largement contribuer à comprendre comment améliorer la lutte contre la faim et la pauvreté.

« Les efforts conjoints de la FAO, de WOCAN et de la Commission Huairou ont révélé des données provenant directement du terrain, et qui illustrent la situation au niveau des communautés locales. Les groupes ont eux aussi élaboré des recommandations tout à fait concrètes et spécifiques, qui aideront sans aucun doute les pays à traiter les questions de la faim et de la pauvreté à l'échelon national » a ajouté Mme Villarreal.

Au vu des succès obtenus au niveau des communautés par les groupes organisés de femmes, les membres du panel ainsi que le public présent ont souligné la nécessité de mettre des ressources accrues à la disposition des femmes afin de leur permettre de constituer des groupes ou des associations stables et solides.

✱ Pour toute information complémentaire, contactez :
Melina Archer, Chargée d'Information (ESWD)
melina.archer@fao.org

RADIO

⊙ Études de cas – L'agriculture sur les ondes

Chaque mois, un CD audio d'interviews et un livret avec les transcriptions arrivent par la poste aux agents de radio de 80 stations en Afrique. Enregistré par des Africains pour les Africains, AGFAX, maintenant dans sa quinzième année, fournit les toutes dernières informations sur le développement agricole et rural à des agents de radio qui traitent de ces questions et, par ce biais, à des millions d'auditeurs à travers l'Afrique.

En anglais uniquement

www.research4development.info

www.agfax.net

RECOLTE DE FONDS

⊙ Fonds de Développement pour la Femme Africaine (AWDF)

Programme de petits financements (SGP)

Soutien financier aux groupes de femmes vivant dans des communautés rurales au Ghana, en Ouganda, en Sierra Leone, au Libéria et au Nigeria. Ce programme finance également des réponses à des situations d'urgence. L'AWDF se focalise sur six secteurs d'intervention : droits des femmes, participation politique, plaidoyer pour la paix, accès aux droits de santé reproductive, VIH/SIDA et autonomie financière.

Date limite : ouvert

En anglais uniquement

www.comminet.com/en/node/267128/38

www.awdf.org

PUBLICATIONS

⊙ Parce que je suis une fille : les filles dans l'économie mondiale 2009

Ce rapport est le troisième rapport annuel publié par Plan. Il analyse les droits des filles tout au long de leur enfance, adolescence et vie de jeune femme. Se focalisant sur le rôle majeur des filles et des jeunes femmes dans la croissance économique, le rapport souligne l'importance d'investir précocement dans l'éducation des filles. Leur manque d'éducation oblige les filles à mener des activités dangereuses, à être sans compétences, et les empêchent de développer leur potentiel.

Plan – 2009 (306p)

Résumé anglais+français

plan-international.org/about-plan/resources/

⊙ Comblant l'écart : Programme de la FAO pour l'égalité entre les sexes dans l'agriculture et le développement rural

Pour la FAO, donner aux femmes les moyens d'agir et instaurer l'égalité hommes-femmes représentent les deux éléments incontournables dans la marche vers un monde libéré de la faim et de la malnutrition. Ce guide décrit les dimensions de genre présentes dans chacun des récents objectifs stratégiques de la FAO, ainsi que ses activités qui contribuent à l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'agriculture et le développement rural.

FAO, 2009 (36p)

Anglais & français

[ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/i1243f/i1243foo.pdf](http://ftp.fao.org/docrep/fao/012/i1243f/i1243foo.pdf)

⊙ La parité hommes-femmes dans le secteur de l'agriculture et du développement rural et l'augmentation de la production agricole

La parité hommes-femmes signifie une approche équitable et impartiale au niveau du traitement des femmes et des hommes selon leurs besoins respectifs. Ceci est un guide pour l'intégration de la dimension genre dans le nouveau cadre stratégique de la FAO.

FAO, 2009 (16p)

Anglais & français

[ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/i1240f/i1240foo.pdf](http://ftp.fao.org/docrep/fao/012/i1240f/i1240foo.pdf)

⊙ Alléger la Charge. Développements techniques pour alléger la charge des femmes rurales

Les femmes jouent un rôle clé dans la réduction de la pauvreté rurale et de l'insécurité alimentaire car elles sont responsables non seulement de la production mais également de la reproduction. Les femmes rurales dans les pays en développement ont des journées de travail plus longues que les hommes étant donné que leur rôle est triple : cultivatrices, responsables de la famille et menant en parallèle des activités génératrices de revenu et de microcrédits.

IFAD, janvier 2010 (76p)

En anglais uniquement

www.ifad.org/gender/pub/load.pdf

⊙ Guide sur le genre et le changement climatique

Ce guide a pour but d'informer sur le lien entre l'égalité hommes-femmes et le changement climatique, et son importance si l'on veut atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Il illustre à quel point il est capital d'inclure la voix des femmes, leurs besoins et leur expertise au sein de la stratégie politique et la programmation par rapport au changement climatique. Il démontre à quel point la contribution des femmes peut renforcer l'efficacité des mesures adoptées au niveau du changement climatique. Alors que le monde évolue vers un accord mondial sur le changement climatique, il est primordial que les femmes contribuent à ces efforts et que leurs idées soient prises en compte.

UNDP, 2009 (151p)

En anglais uniquement

www.un.org/womenwatch

⊙ Etat de la population mondiale 2009. Face à un monde qui change : les femmes, la population et le climat

Quels effets ont les évolutions en matière de population sur les gaz à effet de serre et les changements climatiques ? L'urbanisation et le vieillissement de la population vont-ils aider ou entraver les efforts d'adaptation au réchauffement de la planète ? Et de meilleurs soins de santé reproductive, ainsi que l'amélioration des rapports entre femmes et hommes, pourraient-ils faire une différence dans la lutte contre les changements climatiques ? Vous trouverez les réponses à ces questions dans « L'état de la population mondiale 2009 ».

UNFPA, 2009

Anglais & français

www.unfpa.org



Note : la plupart des publications mentionnées ici sont disponibles gratuitement en ligne (sauf spécification contraire). La plupart des liens Internet sont trop longs pour être reproduits dans leur intégralité. En cas de difficultés d'accès aux publications sur le site Web des organisations, il suffit souvent de faire une recherche sur Google.

☉ **Pouvoir donner le pouvoir : idées novatrices pour transformer la vie des femmes**

Dans cette étude, ICRW illustre comment des idées novatrices de pointe peuvent transformer la vie des femmes. Le rapport analyse comment toute une série d'idées novatrices basées sur des nouvelles technologies ont servi à révolutionner les normes sociales et à renforcer la vitalité économique, tout en améliorant la vie des femmes. Cette recherche a identifié sept approches principales (ou leviers) qui sont fondamentaux pour toute innovation et qui ont le pouvoir de susciter des changements significatifs dans la qualité de vie des femmes. Parmi celles-ci :

- la création de partenariats stratégiques entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile ;
- l'inclusion des femmes dans la formulation et la mise en pratique des idées novatrices ;
- l'obtention d'un soutien engagé des gouvernements accompagnée des efforts fournis par les populations de base.

ICTW, 2009 (20p)

En anglais uniquement

www.icrw.org/innovation/index.html

☉ **Participation – Partager nos ressources**
CD-Rom : Information en matière de ressources – méthodes et outils participatifs

Ce CD-Rom, diffusé par la FAO, présente une série de 635 publications de textes complets sur « la Participation dans le Développement », ainsi qu'une base de données contenant 360 approches participatives, méthodes et outils développés par la FAO, en partenariat avec d'autres organisations. Il s'agit d'une mise à jour d'un CD-Rom précédent sur les Approches Participatives, tiré du site « Participation » de la FAO et développé par l'équipe

« Participation » de la Division de la Parité hommes-femmes, de l'Équité et de l'Emploi Rural (ESW). Le CD-Rom offre des outils de recherche efficaces et donne accès à des informations spécifiques. Il est destiné aux formateurs et aux agents de vulgarisation et de recherche, ainsi qu'aux organisations, communautés et groupements, tant de la société civile que des secteurs public et privé. Le CD-Rom est disponible gratuitement en trois langues (anglais, français et espagnol).

FAO, 2010

Disponible sur demande par e-mail

IWG-PA-Webbox@fao.org en spécifiant l'utilisateur et l'objet de la requête.

SITES WEB

☉ **Nouveau site web de la FAO sur le Genre**

Le site contribue à une série d'initiatives mondiales centrées sur la sécurité alimentaire dans le monde en mettant en exergue le rôle crucial de l'équité entre les sexes dans la lutte contre la faim et la pauvreté

Anglais & français

www.fao.org/gender

☉ **Nouveau site web de la FAO sur les Régimes fonciers**

La FAO a récemment mis en ligne un nouveau site consacré aux régimes fonciers. Ce site contient des nouvelles publications, des études, des séries sur les politiques, des notes, des manuels, des revues, des recueils de documents et des documents techniques.

Anglais & français

www.fao.org/nr/tenure/lt-home

☉ **La base de données du Secrétaire général de l'ONU sur la Violence contre les Femmes (VAW – Violence Against Women)**

En mars 2009, le Secrétaire général de l'ONU a lancé une base de données coordonnée et consultable qui diffuse des informations sur les mesures juridiques, politiques et institutionnelles adoptées par les États Membres concernant toutes les formes de violence visant les femmes. Elle contient des informations par pays ainsi qu'une section sur les bonnes pratiques, portant un accent sur la législation, les services et la prévention.

Anglais & français

webappso1.un.org/vawdatabase/home.action

☉ **GenderStats – Banque Mondiale**

GenderStats fournit des informations sur le genre et des données relatives au genre.

En anglais uniquement

web.worldbank.org/genderstats



La FAO dénonce la faim

Le monde est en effervescence, en mutation, et bien souvent dangereux. Les catastrophes naturelles, les accidents et les guerres entraînent un flot sans fin de crises, et l'attention de l'opinion publique passe sans cesse de l'une à l'autre.

La faim, qui est une crise silencieuse, est rarement évoquée dans les bulletins d'informations.

Cependant, les calculs actuels montrent que près d'un milliard de personnes dans le monde souffrent quotidiennement de la faim. Au train où vont les choses, nous manquerons dans les grandes largeurs le premier des Objectifs du Millénaire pour le Développement, à savoir réduire l'extrême pauvreté et la faim.

Lorsque nous réfléchissons à cette situation, la plupart d'entre nous ressentent de la frustration, de l'indignation, et même de la colère. S'il était en notre pouvoir de changer les choses, nous agirions.

La FAO – Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture – travaille en collaboration avec des partenaires en vue de créer une dynamique mondiale, soigneusement orchestrée, en faveur d'une pétition mettant les dirigeants de la planète au défi de faire cesser rapidement la faim dans le monde.

Connue sous le nom de « projet 1billionhungry », cette campagne est de nature résolument agressive et innovante, selon Sharon Lee Cowan, responsable de la FAO chargée de la communication. « Elle offre un canal constructif pour exprimer ces sentiments de colère et d'indignation. Elle canalise la frustration et la colère vers un objectif ambitieux, mais réalisable ».

« Nous croyons que partout, les gens sont prêts à s'impliquer dans un mouvement international visant à éradiquer la faim », a déclaré Mme Cowan. « Prêts à ajouter leur nom à une pétition mondiale exigeant que l'on inscrive la faim tout en haut de l'agenda des priorités internationales, et exigeant que les dirigeants nationaux en fassent leur priorité ».

Afin d'obtenir une pétition qui soit significative – et qui sera présentée à l'occasion d'une cérémonie officielle en octobre 2010 – la FAO entend attirer un million de signatures au minimum, mais elle s'attend à ce que le chiffre final dépasse de loin cet objectif.

Ciblant principalement les jeunes, le projet « 1billionhungry » utilise très largement les réseaux sociaux en ligne. Des posters ainsi que des grands placards publicitaires, affichés dans les rues de plusieurs grandes villes à travers le monde, vont contribuer à « booster » sa visibilité. L'aspect créatif du développement de projet a été assuré à titre gracieux par McCann Erickson Italie.

Jetez donc un coup d'oeil au symbole du projet : un gros sifflet jaune.

✱ **Pour de plus amples renseignements, et pour signer la pétition, veuillez vous rendre à l'adresse suivante :**
www.1billionhungry.org